



**PLAN CLIMAT**  
de la Polynésie française

# Stratégie territoriale

---

mars 2023

Stratégie partagée du territoire (2023) coordonné par alter-éc(h)o conseil

# Sommaire

<b>SOMMAIRE</b>	<b>3</b>
<b>I. LES ENJEUX DE LA STRATEGIE CLIMATIQUE POLYNESIENNE</b>	<b>5</b>
Contexte	5
Une stratégie coconstruite	6
Les Objectifs de développement durable de l'ONU	6
(Ré) agir et vite	8
<b>II. LA VISION DU TERRITOIRE A MOYEN-LONG TERME</b>	<b>9</b>
De l'importance d'une vision	9
Portrait du Fenua de demain – récit prospectif	9
<b>III. UNE STRATEGIE ORGANISEE EN 5 PILIERS</b>	<b>11</b>
Structure de la stratégie	11
Des ambitions qui restent à définir	12
<b>IV. UNE STRATEGIE DECLINEE EN 24 ORIENTATIONS</b>	<b>14</b>
<b>PILIER 1 : DEVELOPPER DES TERRITOIRES DE PROXIMITE RESILIENTS</b>	<b>15</b>
Orientation 1-1 : Promouvoir les aménagements et l'urbanisme de proximité	17
Orientation 1-2 : Montrer l'exemple en déconcentrant les services publics	18
Orientation 1-3 : Développer les filières de proximité de l'économie circulaire partout sur le territoire	19
Orientation 1-4 : Élaborer une stratégie, les infrastructures et les offres de mobilités alternatives	20
Orientation 1-5 : Construire un bâti sobre et résilient	21
Orientation 1-6 : Renforcer & améliorer les infrastructures énergétiques	22
<b>PILIER 2 : CONNAITRE, PRESERVER, RESTAURER &amp; VALORISER LES PATRIMOINES NATURELS</b>	<b>23</b>
Orientation 2-1 : Appréhender, caractériser et gérer les risques climatiques	25
Orientation 2-2 : Préserver les écosystèmes terrestres	26
Orientation 2-3 : Préserver les écosystèmes littoraux	27
Orientation 2-4 : Préserver les écosystèmes marins	28
<b>PILIER 3 : CONSOMMER DURABLE</b>	<b>29</b>
Orientation 3-1 : Maîtriser la consommation de biens et de services	31
Orientation 3-2 : Faire évoluer les comportements alimentaires	32
Orientation 3-3 : Développer la transformation et distribution locale	33
Orientation 3-4 : Maîtriser la demande en énergie	34
Orientation 3-5 : Optimiser l'efficacité des transports	35
Orientation 3-6 : Maîtriser la production et valoriser les déchets	36

PILIER 4 : PRODUIRE LOCAL ET DECARBONE .....	38
Orientation 4-1 : Accélérer les transitions des productions alimentaires locales .....	40
Orientation 4-2 : Réduire la dépendance du Fenua par une économie circulaire .....	41
Orientation 4-3 : Accompagner la transition des activités et une politique emploi/formation .....	42
Orientation 4-4 : Déployer les énergies renouvelables locales.....	44
Orientation 4-5 : Promouvoir un tourisme durable et inclusif.....	45
PILIER 5 : DEPLOYER UNE GOUVERNANCE TRANSVERSALE .....	46
Orientation 5-1 : Piloter le PCPF en transversalité.....	47
Orientation 5-2 : Accompagner au changement.....	48
Orientation 5-3 : Dégager les leviers financiers pour la transition.....	49

**V. PRESENTATION DES 5 SCENARIOS D'ATTENUATION ET DU SCENARIO D'ADAPTATION « FENUADAPT' » .....** **50**

SCENARIO 1 : LA TRAJECTOIRE ATTENDUE (MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES ACTUELLES) .....	52
SCENARIO 2 : TRANSITION FORTE.....	56
SCENARIO 3 : TRANSITION TRES FORTE.....	60
SCENARIO 4A : VIRAGE SOCIETAL AVEC UN EFFORT PARTICULIER SUR LES DEPLACEMENTS ET L'ALIMENTATION .....	65
SCENARIO 4B : VIRAGE SOCIETAL AVEC UN EFFORT PARTICULIER SUR LA CONSOMMATION.....	69
SYNTHESE DES SCENARIOS, AVEC LEURS PRINCIPALES HYPOTHESES ET RESULTATS .....	73
SCENARIO « FENUADAPT' » : MISE EN PLACE D'UNE TRAJECTOIRE D'ADAPTATION.....	74
ET APRES ? .....	76

# I. Les enjeux de la stratégie climatique polynésienne

## Contexte

Au milieu de l'océan Pacifique, la Polynésie française est un territoire aussi vaste que l'Europe bien que peu peuplé. En moyenne, l'empreinte carbone d'un polynésien est d'environ 11 tonnes CO<sub>2</sub>e/habitant alors qu'il faudrait atteindre environ 2 tonnes CO<sub>2</sub>e/hab. au niveau mondial pour respecter les objectifs des Accords de Paris (2015) et espérer limiter la hausse de la température en-dessous de 2 degrés par rapport à l'ère préindustrielle. Il faudra aussi s'adapter au changement climatique en cours avec des conséquences d'autant plus importantes que les efforts d'atténuation seront limités ou lents. L'écart est important entre le contexte actuel et l'idéal à atteindre, d'autant plus que le territoire polynésien est vaste et soumis à de nombreuses contraintes. Le défi en est d'autant plus grand pour le Plan Climat de la Polynésie française (PCPF).

L'engagement de la Polynésie pour la cause climatique ne débute pas avec l'élaboration du PCPF. Dès 2012, le Pays se dote d'un Plan Climat Stratégique (PCS), puis, le Plan Climat Énergie (PCE) suivra en 2015. Le PCPF s'inscrit donc dans la lignée de ces précédents travaux, avec une ambition nouvelle de se conformer aux objectifs des Accords de Paris, avec des mesures concrètes, adaptées au Pays.

Le PCPF n'est pas un document de recommandations mais une véritable démarche opérationnelle de territoire pour répondre au défi climatique mais également agir pour davantage de justice sociale. Le champ d'action ne se limite pas à l'environnement, mais s'étend à tous les secteurs dont les externalités impactent le climat, le tout en tenant compte des enjeux sociaux, sociétaux et économiques du territoire. Le PCPF se veut multidimensionnel : l'enjeu est que le climat soit intégré à toutes les échelles de gouvernance du territoire polynésien.



La Polynésie française est un territoire isolé et particulièrement vulnérable, d'où la nécessité d'agir vite pour préserver ses ressources naturelles. Que ce soit sur terre ou en mer, les écosystèmes sont largement impactés par les effets du dérèglement climatique. Il est donc fondamental d'organiser leur protection et de limiter les développements néfastes à leur bon fonctionnement.



Au-delà du défi climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) est également un enjeu sanitaire crucial en Polynésie. Divers travaux concluent que la qualité de l'air en zone urbaine est mauvaise et que le territoire présente un risque accru de cancer du poumon et de maladies respiratoires chroniques pour les populations exposées. Agir pour le climat s'inscrit pleinement dans une démarche de santé publique. Le PCPF cherche donc à limiter une détérioration de la qualité de vie et une précarité grandissante.



Comme l'a rappelé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son dernier rapport, sans justice sociale, il ne peut y avoir de transition écologique. En Polynésie, comme dans de nombreux territoires insulaires, la conjoncture économique reste fragile : le taux d'emploi progresse mais est inférieur de 13 points à celui de France métropolitaine (ISPF – INSEE). La société est particulièrement fragmentée par les inégalités. Il est donc primordial d'accompagner les populations les plus vulnérables dans cette transition et de sensibiliser tous les publics aux enjeux.

Cette sensibilisation doit s'accompagner d'une mise en avant de la sobriété. Les habitants de Polynésie sont ceux qui vont vivre le changement au quotidien. Il est important qu'ils puissent agir sur leurs comportements et leurs besoins, essentiels ou non, pour tendre vers une réduction des consommations et un mode de vie soutenable.

Toutes ces actions ont pour but de réduire la vulnérabilité de la Polynésie et de choisir sa trajectoire plutôt que de subir le changement. Pour améliorer la résilience du territoire, le PCPF mise sur la co-construction, l'implication des citoyens et plus généralement de tous les acteurs du territoire, pour aboutir à une feuille de route ambitieuse, juste et réaliste.



## Une stratégie coconstruite

La co-construction de la stratégie du PCPF a impliqué une importante concertation avec toutes les parties prenantes du territoire, afin de garantir une approche participative et collaborative pour faire face aux enjeux climatiques.

Le processus de concertation a débuté par un forum ouvert du 22 novembre 2022, qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes, parties prenantes du territoire (collectivités, entreprises, citoyens, associations, services du Pays). Cet événement a permis de sensibiliser les participants aux enjeux du changement climatique, de présenter les grandes lignes du diagnostic de territoire et de travailler sur les grandes orientations du Plan climat. Les participants ont pu échanger sur les différentes thématiques abordées et faire part de leurs points de vue, idées et propositions.

Suite à ce forum, plusieurs ateliers thématiques ont été organisés entre décembre 2022 et février 2023, pour approfondir les différentes dimensions du PCPF. Les ateliers ont rassemblé des représentants de diverses parties prenantes du territoire autour des sujets de l'aménagement, de l'urbanisme, du logement, de la mobilité durable, de la production et la consommation responsable, de la transition énergétique, des risques et de l'adaptation aux changements climatiques.

L'ensemble de ce travail de co-construction a permis de faire émerger les orientations qui ont été synthétisées dans cette stratégie et qui devront être déclinées en un plan d'actions opérationnel et planifié jusqu'en 2030.

## Les Objectifs de développement durable de l'ONU

Les objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble de 17 objectifs mondiaux interdépendants adoptés par les Nations unies en 2015 pour guider les politiques de développement durable à l'échelle mondiale d'ici à 2030. Les ODD sont conçus pour être universels, couvrant des domaines tels que l'éradication de la pauvreté, l'égalité des sexes, la

santé et le bien-être, l'éducation, l'eau propre et l'assainissement, les énergies renouvelables, l'action climatique, la paix et la justice, entre autres.

Chaque ODD est accompagné d'un ensemble d'objectifs spécifiques et de cibles mesurables qui doivent être atteints d'ici 2030. Les cibles sont liées aux indicateurs et aux données nécessaires pour mesurer les progrès dans la réalisation des ODD.

Les ODD ont été créés pour permettre une approche globale du développement durable, en reconnaissant les interdépendances entre les dimensions économiques, sociales, sociétales et environnementales du développement.

Ils sont devenus un cadre commun pour orienter les politiques et les programmes de développement durable et sont considérés comme une opportunité pour la communauté mondiale de travailler ensemble pour atteindre un avenir durable et équitable pour tous.

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Nous avons choisi d'associer les objectifs de développement durable (ODD) à la stratégie du Plan climat de la Polynésie française en indiquant la contribution de chaque pilier et de chaque orientation de la stratégie à ces objectifs.

En effet, le Plan climat vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à faire face aux impacts du changement climatique, mais il doit également s'inscrire dans une perspective de développement durable.

Cette association permet de prendre en compte les différents enjeux de développement durable qui sont liés au changement climatique, tels que la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé, la biodiversité, l'éducation, l'égalité des sexes, l'eau, l'énergie, l'emploi, la croissance économique, etc. Intégrer les ODD dans la stratégie du Plan climat permet ainsi de veiller à ce

que les mesures mises en place pour répondre aux défis climatiques contribuent également à atteindre les autres objectifs de développement durable.

De plus, cela permet de favoriser une approche transversale et intégrée pour la prise de décisions, en impliquant tous les secteurs de la société, y compris les citoyens, les entreprises, les collectivités locales, les organisations de la société civile, les universités et les élus.

Enfin, l'association des ODD au Plan climat permet de mieux communiquer les objectifs et les réalisations du Plan climat auprès des citoyens et des partenaires locaux et internationaux. Les ODD sont un langage commun pour la communauté internationale et leur utilisation peut aider à améliorer la cohérence et la coordination des politiques de développement durable.

## **(Ré) agir et vite**

**Parce que les conclusions des rapports climatiques sont de plus en plus inquiétantes,**

**Parce qu'il faut réduire nos vulnérabilités et anticiper les risques économiques et sociaux attendus,**

**Parce que la lutte contre le réchauffement climatique constitue également une opportunité pour notre territoire,**

**NOUS devons dès à présent aller plus loin et engager le territoire polynésien sur le chemin de(s) transition(s).**



# II. La vision du territoire à moyen-long terme

## De l'importance d'une vision

Au fil des rencontres, les acteurs engagés dans le Plan climat ont dessiné une vision moyen-long terme (2030-2050) d'un Fenua résilient. L'intérêt d'une telle vision pour définir la stratégie puis le plan d'actions opérationnel réside dans le fait que cela permet de se projeter dans l'avenir et de planifier les actions à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés. En se fixant des objectifs à long terme, on évite de se limiter à des actions à court terme qui pourraient ne pas être suffisantes pour atteindre les résultats souhaités.

En ayant une vision à moyen et long terme, on peut également anticiper les défis et les obstacles futurs et ainsi prendre des mesures préventives pour y faire face. Cela permet également de mobiliser les différents acteurs (citoyens, entreprises, collectivités) autour d'une vision commune et souhaitable des perspectives d'un territoire qui répond aux enjeux climatiques.

Enfin, cette vision à long terme permet de prendre en compte les enjeux de justice climatique en assurant une transition juste, notamment pour les populations les plus vulnérables qui sont souvent les plus touchées par les impacts du changement climatique.

## Portrait du Fenua de demain – récit prospectif

En 2050, la Polynésie française est un territoire résilient, respectueux de l'environnement et socialement juste. Le défi climatique a été relevé grâce à une économie décarbonée, fondée sur la sobriété, sur des énergies renouvelables, des modes de consommation et de production durables, une économie circulaire, une alimentation locale et la préservation des écosystèmes.

La beauté des paysages et la richesse de la biodiversité marine, terrestre et aquatique d'eau douce sont protégées, restaurées et intégrées dans toutes les décisions de développement et d'aménagement. La Polynésie française continue de préserver sa richesse culturelle unique et diversifiée, en favorisant la transmission des traditions et des langues locales aux générations futures. Les arts, l'artisanat et les danses traditionnelles sont valorisés et promus, non seulement pour leur valeur culturelle, mais aussi pour leur potentiel économique. Les habitants sont fiers de leur(s) identité(s), de leur histoire et travaillent ensemble pour préserver leur patrimoine naturel et culturel.

Des territoires de proximité sont développés pour favoriser les échanges, les circuits courts, la production locale et la consommation responsable. Les espaces ont été réaménagés pour être plus conviviaux, avec des espaces verts et des lieux de vie où les habitants peuvent se rencontrer et s'engager dans des activités collectives.

Les citoyens sont heureux et épanouis car ils ont accès à une bonne qualité de vie, à des loisirs et à une nature préservée. Ils sont en mesure de s'engager dans des projets collectifs et de participer à la gouvernance du territoire. Les jeunes sont encouragés à se former pour les emplois d'avenir dans une économie décarbonée, en étroite collaboration avec les entreprises locales.

L'agriculture biologique et agroécologique qui nourrit la population est une priorité pour le territoire qui y voit un moyen de conjuguer politique d'autonomie (réduction significative des importations alimentaires), création d'emploi et préservation de la biodiversité. La pêche est gérée de manière responsable, en préservant les écosystèmes marins et en soutenant les communautés locales. La population a ainsi retrouvé le goût pour les produits frais et locaux, favorisant ainsi leur santé et leur bien-être.

L'économie de la Polynésie française, basée sur des filières durables et locales, s'est diversifiée et circularisée. Les entreprises sont engagées dans la transition écologique en développant des produits et services respectueux de l'environnement. Des pôles d'innovation et de recherche sont créés pour soutenir les entreprises dans leur transition.

Les déchets sont limités dans une logique d'économie circulaire puis triés, recyclés et valorisés, réduisant ainsi la quantité de déchets éliminés et permettant la création d'emplois verts.

Les Polynésiens ont mis en œuvre une économie touristique responsable, respectueuse des écosystèmes uniques de la région, tout en bénéficiant à la population locale. Les infrastructures touristiques sont développées de manière durable, en utilisant des matériaux locaux et en ayant recours à des énergies renouvelables. Les touristes ont également la possibilité de participer à des activités éco-responsables telles que la restauration de récifs coralliens adaptés au climat de cette seconde moitié du siècle.

Grâce à une transition réussie vers une économie sobre en carbone, l'empreinte écologique de la Polynésie française est considérablement réduite.

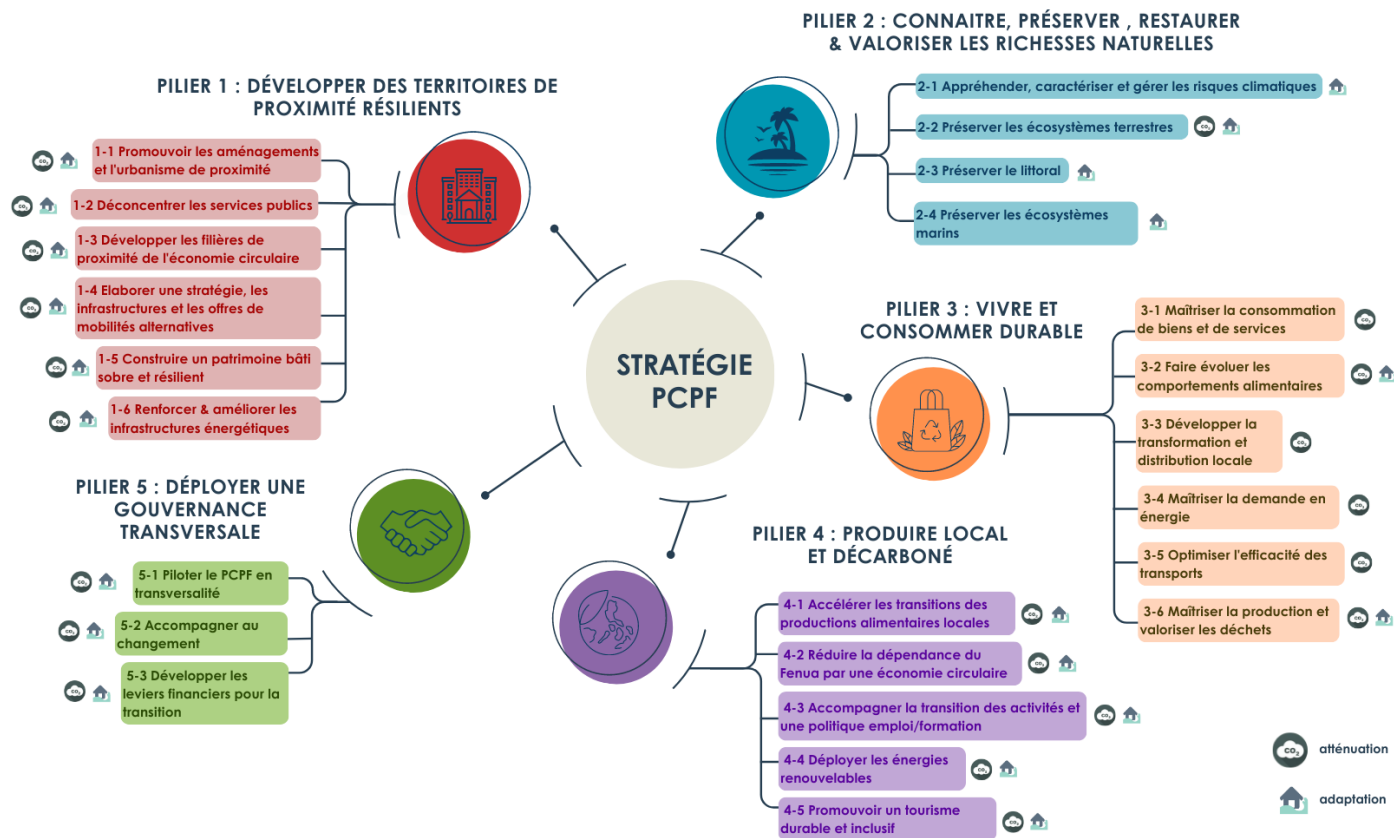
Pour faire face à la hausse du prix des hydrocarbures, le territoire a investi de manière conséquente dans les énergies renouvelables, comme l'hydroélectricité et le solaire qui fournissent l'essentiel de l'électricité. Les modes actifs de déplacement, les transports publics et les véhicules décarbonés sont devenus la norme. La mise en place de voies cyclables sécurisées et le tramway urbain ont mis un coup d'accélérateur à leur développement. Des mesures de protections et d'accommodations ont été prises pour s'adapter aux impacts du changement climatique tels que l'élévation du niveau de la mer et les événements météorologiques extrêmes. La relocalisation des populations les plus vulnérables n'est pas encore une réalité mais les documents d'aménagements et d'urbanisme intègrent désormais cette possibilité.

S'engager sur la voie d'une sortie de nos addictions aux énergies fossiles n'est plus perçu comme une privation mais bien au contraire comme une guérison qui favorise la santé et le vivre ensemble. La transition vers un avenir sobre et résilient a été un effort collectif, impliquant tous les secteurs de la société polynésienne. Grâce à une forte mobilisation citoyenne, des politiques publiques ambitieuses et une coopération internationale étroite, la Polynésie française est fière, en 2050, du chemin accompli.

# III. Une stratégie organisée en 5 piliers

## Structure de la stratégie

La stratégie du Plan Climat a été élaborée avec l'ensemble des parties prenantes à partir des résultats de la concertation et des ateliers thématiques. Elle se décompose en 5 piliers et déclinée en 24 orientations qui sont détaillés ci-dessous :



Seule une vision systémique permet d'appréhender la complexité des enjeux de la transition écologique. La vulnérabilité climatique et la dépendance énergétique/alimentaire de la Polynésie accentue la nécessaire mise en cohérence des politiques de planification. Pour répondre à ces enjeux la stratégie du PCPF s'appuie sur une approche transdisciplinaire basée sur la co-construction de réponses cohérentes entre elles.

Il s'agit tout d'abord de **développer des territoires de proximité (Pilier I)** et donc des modèles d'aménagement du territoire pour favoriser la proximité entre les habitants, les emplois, les services et les activités, réduisant ainsi les besoins de déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.

Il s'agit ensuite de **préserver, restaurer et valoriser les richesses naturelles (Pilier II)** avec l'objectif de protéger tous les écosystèmes naturels (terrestre, aquatique d'eau douce, littoral, marin) et de valoriser les ressources naturelles de la Polynésie française, en accordant une attention particulière à la flore et faune endémique, unique au monde, ainsi qu'aux écosystèmes les plus fragiles (zones littorales, zones humides) pour améliorer la résilience du territoire face aux changements climatiques.

Parce qu'elle pèse lourd dans l'empreinte carbone du territoire, il est nécessaire de **consommer durable (Pilier III)** et donc de promouvoir des modes de consommation sobres, responsables et respectueux de l'environnement, en favorisant notamment la consommation locale, la maîtrise de l'énergie, les choix efficaces et la réduction des déchets.

Pour répondre à ces besoins de consommations et réduire la vulnérabilité du territoire, il s'agit de **produire local et décarboné (Pilier IV)** en développant une économie sobre et circulaire, en développant la production d'énergies renouvelables, l'agriculture biologique et la pêche responsable. Pour mettre en œuvre cette stratégie de transition vers un Fenua résilient, il faut enfin développer une **gouvernance transversale (Pilier V)** avec une bonne coordination des acteurs, en favorisant la participation de toutes les parties prenantes, y compris les citoyens, les entreprises, les associations et les collectivités.

## Des ambitions qui restent à définir

**Cette stratégie permettra d'accélérer l'atténuation (réduction des émissions territoriales de gaz à effet de serre et de l'empreinte carbone) et l'adaptation du territoire aux changements climatiques.** Le niveau atteint dépendra de l'ambition de chaque pilier et de chaque orientation (et donc de chacune des actions), ambitions qui restent à définir. Pour ce faire, nous avons élaboré des scénarios avec des ambitions variables. Pour chacun de ces scénarios, différents objectifs chiffrés sont déclinés.

Scénario	Description	Évolution des émissions territoriales (2030)	Évolution de l'empreinte carbone (2030)	Tonnes de CO2e/hab /an	Respect Accord de Paris
Scénario 1	Mise en œuvre des politiques publiques actuelles	☹️ -11%	☹️ -13%	≈ 9,7t	☹️
Scénario 2	Transition forte	☹️ -32%	☹️ -29%	≈ 8t	☹️
Scénario 3	Transition très forte	😊 -50%	😊 -41%	≈ 6,6t	😊
Scénario 4A	Virage sociétal avec un effort particulier sur les déplacements et l'alimentation	😊 -50%	😊 -50%	≈ 5,5t	😊
Scénario 4B	Virage sociétal avec un effort particulier sur la consommation	😊 -50%	😊 -50%	≈ 5,5t	😊

Les trajectoires de ces différents scénarios sont illustrées dans les graphiques suivants :

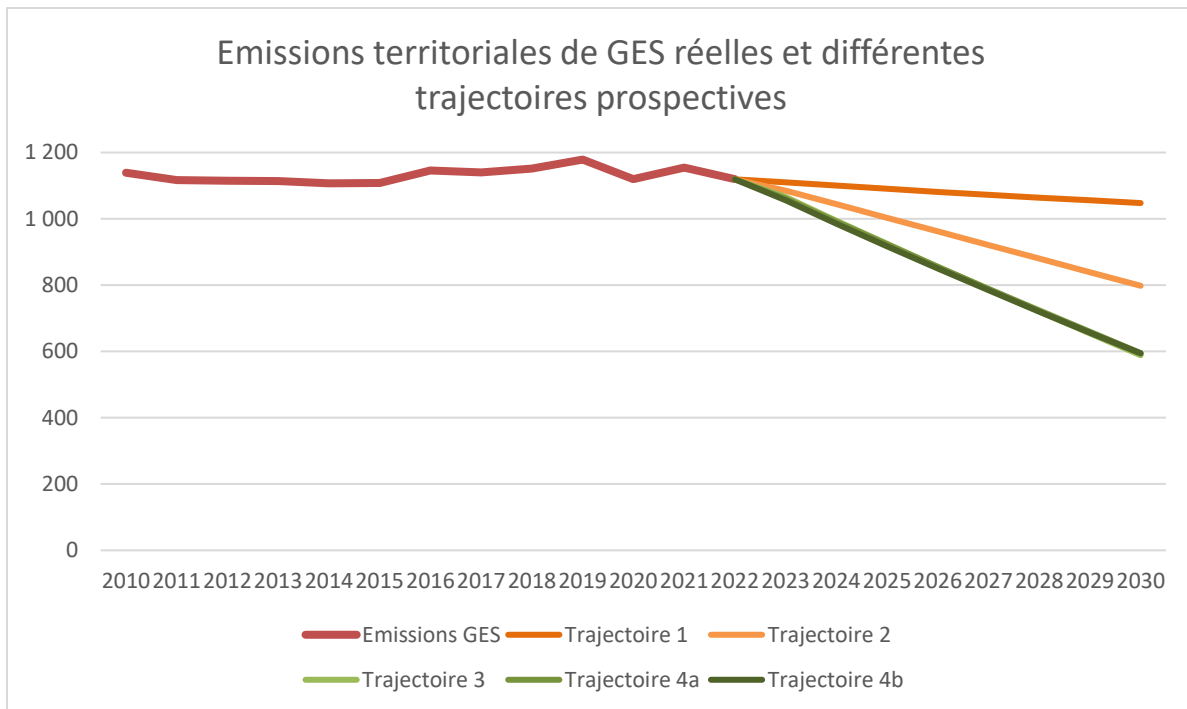


Figure 1 : Évolution des émissions territoriales de GES (en kt CO<sub>2</sub>e) selon les différents scénarios

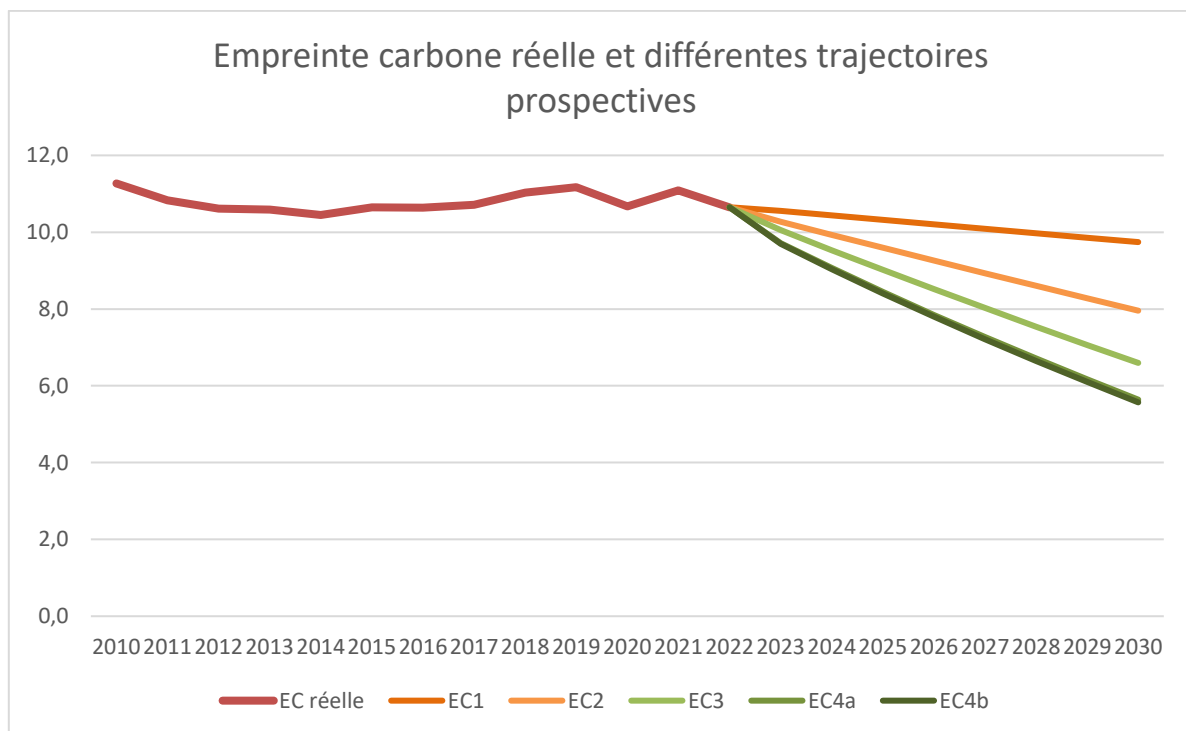


Figure 2 : Évolution de l'empreinte carbone polynésienne (en tonnes CO<sub>2</sub>e par habitant) selon les différents scénarios

Ainsi, les différents scénarios correspondent tous à la stratégie (piliers/orientations) proposée mais avec des niveaux d'ambition variables. Ils permettent tous d'accélérer l'atténuation des émissions de GES et de l'empreinte carbone mais seuls les scénarios 4A et 4B sont pleinement compatibles avec les Accords de Paris.

# IV. Une stratégie déclinée en 24 orientations

La stratégie du Plan climat de la Polynésie française est déclinée en orientations qui ont été élaborées à partir des résultats de la concertation et des ateliers thématiques. Chaque orientation est présentée avec ses effets attendus, les publics cibles, les porteurs et partenaires des actions, ses opportunités et contraintes et des premiers éléments de contenu.

Chaque orientation a pour objectif de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) tout en permettant de lutter efficacement contre le changement climatique. Ainsi, chaque orientation présente des effets attendus en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de préservation de l'environnement, de renforcement de l'économie locale, de justice sociale, etc.

Des pictogrammes sont ainsi associés à chaque orientation, selon qu'elle permet :



l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ;



l'adaptation du territoire aux changements climatiques.

Chaque orientation est conçue pour répondre aux besoins et aux attentes de publics cibles différents. Il peut s'agir des collectivités territoriales, des entreprises, des citoyens, des associations, des services du Pays, de l'État, etc. Les porteurs et partenaires des actions sont également identifiés pour chaque orientation. Il peut s'agir de différents acteurs locaux (publics ou privés) qui contribuent à la mise en œuvre de la stratégie.

Les opportunités et les contraintes liées à chaque orientation sont précisées pour mieux comprendre les enjeux auxquels sont confrontées les différentes parties prenantes et de déterminer les mesures à mettre en place pour atteindre les effets attendus.

Enfin, chaque orientation comprend des premiers éléments de contenu, mesures concrètes qui permettent d'atteindre les effets attendus et qui répondent aux besoins des publics cibles. Ils serviront de base pour la définition du plan d'actions opérationnelles dans lequel elles seront détaillées et planifiées.



# VISION DU TERRITOIRE

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

## Pilier 1 : Développer des territoires de proximité résilients

### Description de la vision

En 2050, avec des territoires de proximité forts, le Fenua offrira de meilleures conditions de vie tout en préservant son environnement riche mais vulnérable. Cela permettra une meilleure résilience face aux impacts du changement climatique et aux risques accrus.

La mixité fonctionnelle permettra de rapprocher les activités, les services publics et les lieux de vie. La meilleure connectivité du territoire entre ses différents pôles facilitera le déploiement des alternatives de mobilité : modes actifs de déplacement, transports en commun, covoiturage, etc.

Le bâti y sera plus sobre et résilient, que ce soit le patrimoine public (Pays, État, Communes) ou le secteur privé (tertiaire, résidentiel, etc.). L'accent sera mis à la fois sur la construction et la rénovation.

### Orientations

- > Développer l'urbanisme et les aménagements de proximité
- > Montrer l'exemple en déconcentrant les services publics
- > Développer les filières de proximité de l'économie circulaire partout sur le territoire
- > Élaborer une stratégie, les infrastructures et les offres de mobilités alternatives
- > Construire un bâti sobre et résilient
- > Renforcer & améliorer les infrastructures énergétiques

### Objectifs associés



Objectifs	S1	S2	S3	S4a	S4b
Evolution globale du besoin de mobilité (transport routier)	+5%	-10%	-34%	-23%	-19%
Diminution de la part des emplois situés à Tahiti			A définir		
Diminution de la part des emplois situés à Papeete			A définir		
Diminution de la part des services publics situés à Papeete			A définir		
Augmentation du taux coworking/télétravail	0%	5%	30%	15%	15%
Augmentation du taux d'emplois sur 4 jours	0%	15%	70%	25%	15%
Augmentation de la part de voiries "apaisées"			A définir		
Augmentation du kilométrage de pistes cyclables			A définir		
Augmentation de la part modale des modes actifs	0%	10%	15%	12%	12%

<b>Augmentation de la part modale des transports en commun</b>	5%	10%	20%	20%	15%
<b>Augmentation du nombre de nouveaux logements</b>	14%	14%	14%	14%	14%
<b>Réduction de la part de population habitant en zone rouge</b> (tout en définissant mieux ces zones rouges, en fonction des nouveaux risques)	A définir				
<b>Baisse des consommations d'énergie résidentiel/tertiaire/industrie</b>	+5%	0%	-10%	-20%	-20%
<b>Taux de couverture des besoins énergétiques du patrimoine du Pays par les EnR</b>	A définir				

**Mots-clés :** aménagement, urbanisme, revégétalisation, construction, infrastructures, mobilité, économie locale, économie circulaire, proximité, convivialité





# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 1 : Territoires de proximité

**VISION**  
Un Fenua  
sobres et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 1-1 : Promouvoir les aménagements et l'urbanisme de proximité

Il s'agit de favoriser l'urbanisme réglementaire et opérationnel ainsi que des aménagements climato-compatibles avec des centralités urbaines avec une mixité fonctionnelle, une densification urbaine et la réhabilitation des espaces existants pour favoriser la proximité et la qualité de vie.

#### Effets attendus :

- > Limiter l'étalement urbain et les projets d'infrastructures routières qui l'alimentent
- > Réduire les besoins de déplacement
- > Améliorer qualitativement les espaces publics
- > Favoriser la qualité de vie et la vie de quartier



#### Pour qui ?

L'ensemble des parties prenantes mais plus spécifiquement les citoyens et dans une moindre mesure, les acteurs économiques.

#### Avec qui ?

- > Pays, Communes et Agence 'Ōpua (expertise urbanisme)
- > Communes en tant qu'aménageurs
- > Principaux aménageurs du territoire
- > État, Pays, Communes en tant que services publics
- > Acteurs économiques

#### Les opportunités :

- > Développement de l'agence 'Ōpua

#### Les contraintes et freins

- > Gouvernance complexe avec une multiplicité d'acteurs (compétences dédiées aux collectivités)
- > Actions de moyen/long terme

#### Éléments de contenu

- > Densification urbaine
- > PGA climato-compatibles notamment au regard des recommandations du SAGE
- > Meilleure intégration du risque climatique dans les documents et outils de planification qui existent déjà (PPR, PGA, etc.) et renforcement de la capacité de ces documents et outils à être ajustables
- > Déconcentration des activités depuis la capitale (notamment les services publics)
- > Développement des centralités urbaines avec mixité fonctionnelle
- > Réhabilitation des espaces et du bâti, en anticipant les changements climatiques à venir
- > Aménagements pour les modes actifs (inter-urbain et intra-urbain)
- > Aménagement transport en commun (TCSP dans l'agglomération de Papeete et autres), etc.

**Mots clés :** aménagement, urbanisme, proximité



# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 1 : Territoires de proximité

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 1-2 : Montrer l'exemple en déconcentrant les services publics

Actuellement, la ville de Papeete concentre la plupart des services publics du Pays. Avec cette orientation, l'objectif est de mieux répartir les services sur le territoire. Cela les rend plus accessibles pour les citoyens, mais aussi plus opérationnels car au plus près des problématiques locales. Une volonté politique forte de déconcentration a des impacts sur de nombreux secteurs : réduction des besoins de mobilité, création d'activité économique dans de nouvelles zones et in fine, réduction de l'empreinte carbone. Cela facilite le dialogue avec les acteurs locaux et permet aux services déconcentrés d'être plus ancrés dans les territoires pour évaluer les besoins des citoyens.

#### Effets attendus :

- > Amélioration de l'accès aux services publics
- > Réduction des besoins de mobilité, les pertes de temps et les coûts des déplacements des citoyens (en tant qu'usagers du service public, en tant que travailleurs, voire en tant que consommateurs)
- > Développement de l'économie locale et d'activités économiques nouvelles
- > Réduction de l'empreinte carbone



#### Pour qui ?

- > Entreprises du territoire
- > Porteurs de projet
- > Citoyens
- > Agents de la fonction publique (éco-responsabilité des administrations, etc.)

#### Avec qui ?

- > État
- > Pays & ADE
- > Communes
- > Partenaires sociaux

#### Les opportunités :

- > Action conjuguée entre développement économique et politiques d'aménagement du territoire
- > Stratégie de l'innovation orientée vers la durabilité
- > Mise en cohérence entre discours et actes qui joue un rôle moteur auprès de l'ensemble des parties prenantes du territoire
- > Amélioration du réseau internet en cours

#### Les contraintes et freins

- > Problématiques foncières
- > Actions de moyen/long terme

#### Éléments de contenu

- > Développer les services publics de proximité et la dématérialisation
- > Accompagner la relocation d'activités économiques dans les nouvelles polarités (induites par les politiques d'aménagement du territoire et la déconcentration des services publics), y compris par des structures de type "pépinière" d'entreprises
- > Accompagnement de l'innovation
- > Commande publique responsable
- > Bonnes pratiques des acteurs publics (éco-responsabilité des administrations, etc.)

**Mots clés :** proximité, emploi, services publics



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

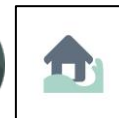
**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

## Orientation 1-3 : Développer les filières de proximité de l'économie circulaire partout sur le territoire

Des activités économiques diversifiées et déconcentrées, que ce soit à Tahiti ou dans les archipels, permettent de développer l'emploi partout sur le territoire avec une offre de proximité, adaptée à une économie bas carbone.

### Effets attendus :

- > Développer des activités économiques de proximité et diversifiées
- > Développer l'autonomie économique du Fenua (donc réduire les besoins d'importation et la vulnérabilité aux cours mondiaux)
- > Réduire les besoins de déplacements des travailleurs et clients



### Pour qui ?

Entreprises actuelles du territoire, porteurs de projets, citoyens (en tant que travailleurs), citoyens (en tant que consommateurs).

### Avec qui ?

- > Pays (MEF, SEFI, etc.)
- > Agence de développement économique
- > Acteurs économiques
- > Partenaires sociaux (MEDEF, CPME, syndicats)

### Les opportunités :

Création et développement de l'agence de développement économique.

### Les contraintes et freins

- > Gouvernance complexe avec une multiplicité d'acteurs
- > Actions de moyen/long terme

### Éléments de contenu

- > Disposer d'une stratégie de développement économique claire, bas carbone, résiliente et diversifiée, à Tahiti et dans les archipels
- > Emplois de proximité
  - Économie de réparation
  - Économie de la fonctionnalité
  - Circuits courts
  - Économie sociale et solidaire (ESS)
- > Organisation du travail, des horaires, télétravail, espaces de coworking, tiers-lieu, etc.
- > Organisation du transport de marchandises et de la logistique urbaine

**Mots clés :** activités économiques, emploi, économie circulaire, proximité



# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 1 : Territoires de proximité

**VISION**  
Un Fenua  
sobri et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 1-4 : Élaborer une stratégie, les infrastructures et les offres de mobilités alternatives

Après avoir réduit le besoin de déplacement (orientations précédentes), il est important de développer les infrastructures et les offres (pour les modes actifs, pour des transports collectifs efficaces) de manière à faciliter le report modal de la voiture (majoritairement thermique) vers des modes alternatifs.

#### Effets attendus :

- > Réduction des consommations énergétiques
- > Réduction des coûts et de la précarité liés aux déplacements
- > Amélioration de la santé
- > Réduction du nombre et de la gravité des accidents du travail (Près de 500 accidents de trajet déclarés par an dont plus de 90% entraînent un arrêt de travail)



#### Pour qui ?

Citoyens, salariés, patentés, entreprises du territoire

#### Avec qui ?

Pays, Communes, Acteurs des mobilités (Port autonome, délégataire TC, Hello Scoot, etc.)

#### Les opportunités :

- > Cercle vertueux : les aménagements encouragent les déplacements qui encouragent les aménagements, qui créent un changement culturel.
- > Création et développement de nouveaux secteurs d'activités pourvoyeurs d'emplois (vente, réparation de vélo, conciergerie...)

#### Les contraintes et freins

- > Temporalité nécessaire pour créer les aménagements
- > Risque d'inadaptation en cas d'absence de cohérence et de continuité
- > Problématiques foncières (notamment dans les communes pour des liaisons douces transversales entre servitudes)
- > Réseau viaire des hauteurs en peigne qui ne facilite pas les déplacements et échanges inter quartiers
- > Gouvernance complexe et partagée entre de nombreux acteurs

#### Éléments de contenu

- > Aménagement de l'espace (lien avec la thématique aménagement/urbanisme) et nouveaux profils de voirie incluant la mobilité douce et la (re)végétalisation
- > Développer les infrastructures de transport en commun en site propre (ou partagé avec d'autres modes de déplacements)
- > Développer les liaisons sécurisées pour les mobilités actives au sein des communes et inter-communes (vélo, marche, avec des aménagements qualitatifs)
- > Utiliser des techniques d'aménagement bas-carbone (réemploi de matériaux notamment, lien pilier 4)
- > Sécuriser le stationnement des véhicules alternatifs, créer des douches et vestiaires dans les entreprises et administrations
- > Développer les offres pour les mobilités actives, l'intermodalité et la multimodalité
- > Proposer des parkings relais en entrée de ville
- > Développer des espaces de coworking
- > Aménager le code de la route de la Polynésie française pour favoriser les mobilités alternatives (création d'un sans vélo au feu rouge, contre-sens cyclable, tourne à droite avec feu rouge...)

**Mots clés :** infrastructures, mobilité, TC, modes actifs, transport



## Pilier 1 : Territoires de proximité

**VISION**  
Un Futur  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 1-5 : Construire un bâti sobre et résilient

La construction est un secteur avec une forte empreinte carbone (pour la construction et l'usage). Les constructions neuves doivent non seulement respecter les normes de la REBPF, mais elles doivent aussi veiller à être performantes et intégrer au mieux l'adaptation au changement climatique et aux risques auxquels elles sont exposées (zones rouges, niveau de la mer, érosion côtière ou submersions etc.). D'abord, il faut au maximum investir, rénover et réutiliser le patrimoine existant. Cela implique de mobiliser les espaces vacants avant de construire sur de nouveaux espaces.

#### Effets attendus :

- > Optimisation de l'espace
- > Réduction de l'empreinte carbone de la construction
- > Réduction des besoins énergétiques et de climatisation dans les bâtiments
- > Bien-être des utilisateurs



#### Pour qui ?

- > Volet patrimoine public : État, Pays, Communes
- > Volet patrimoine privé : habitants, acteurs économiques

#### Avec qui ?

Pays, 'Ōpua, Communes, État, Constructeurs et architectes, AFD, ADEME, Espace info énergie

#### Les opportunités :

- > Mise en œuvre de la REBPF
- > Développement de la filière bois local
- > Réutilisation du verre
- > Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie patrimoniale par la DMR

#### Les contraintes et freins

- > Absence d'une réglementation énergétique pour l'existant
- > Partage de compétences entre acteurs
- > Manque de formation des acteurs de la filière bâtiment
- > Absence d'incitation à l'utilisation de dispositifs comme les installations d'ECS

#### Éléments de contenu

##### Volet patrimoine public

- > Diagnostic et stratégie patrimoniale (Pays, État, Communes),
- > Développement des filières matériaux locaux (bois local mais aussi réutilisation des matériaux)
- > Développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public
- > Mise en œuvre des rénovations (en démarrant par les sites scolaires avec formation de la jeune génération, bien-être des enfants, communication large...)
- > Constructions et aménagements exemplaires (désimperméabilisation, végétalisation, orientation des constructions, etc.)

##### Volet patrimoine privé

- > Information et sensibilisation de tous les acteurs à la construction sobre et résiliente (REBPF, risques climatiques)
- > Constructions sur pilotis
- > Formation des acteurs de la construction
- > Mise en œuvre de la PPH, conforme à la REBPF
- > Développement des rénovations sobres (énergie directe et énergie grise) et résilientes

**Mots clés :** construction, sensibilisation, rénovation, résilience, énergie, bâtiment, infrastructure publique



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 1-6 : Renforcer & améliorer les infrastructures énergétiques

L'objectif de 75% d'EnR dans le mix électrique à horizon 2030 inscrit dans le Code de l'énergie oblige à se soucier des infrastructures énergétiques sur le territoire polynésien. Ces dernières doivent être modernisées et optimisées pour répondre aux enjeux de production décentralisée et gérer les courbes de charges.

#### Effets attendus :

- > Système électrique réactif et modernisé
- > Amélioration de l'efficacité
- > Meilleur taux de pénétration des EnR sur le réseau



#### Pour qui ?

Tous les consommateurs d'électricité

#### Avec qui ?

Pays, Communes, EDT, TEP, Professionnels des EnR

#### Les opportunités :

- > Hausse du coût des hydrocarbures
- > Fonds de transition écologique
- > Générateur Putu Uira

#### Les contraintes et freins

- > Coût financier important
- > Obstacles techniques (équilibre réseau)
- > Gestion stabilité réseau
- > Gestion des batteries en fin de vie

#### Éléments de contenu

- > Modernisation des moyens de production
- > Adaptation des réseaux de transport et distribution à la politique de développement des énergies renouvelables et aux risques climatiques
- > Optimisation des installations hydroélectriques de Tahiti (incluant le respect des continuités écologiques pour les espèces migratrices dans les rivières)
- > Développement du stockage énergétique

**Mots clés :** énergie, EnR, infrastructures, électricité, réseau, efficacité, smartgrid



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

## Pilier 2 : Connaitre, préserver, restaurer & valoriser les richesses naturelles

### Description de la vision

En 2050, la Polynésie française sera un territoire exemplaire en matière de préservation, de restauration et de valorisation de sa biodiversité. Les écosystèmes terrestres, aquatiques d'eau douce, littoral et marin (lagonaire et océanique) seront protégés et valorisés de manière durable. La résilience du territoire face aux risques climatiques sera renforcée grâce à une politique ambitieuse de protection de la biodiversité et de restauration des espaces dégradés et fragilisés par les perturbations anthropiques.

La protection et la conservation des espaces naturels et des espèces végétales et animales (plus particulièrement celles endémiques à la Polynésie française et donc uniques au monde) s'appuiera sur la limitation des pressions exercées par les activités humaines (déforestation, feux, pollutions, introduction d'espèces envahissantes, etc.). La réglementation des activités qui impactent les espaces naturels sera renforcée, notamment en élargissant le réseau d'aires protégées ou gérées pour qu'il soit robuste et résilient face aux changements globaux. La sensibilisation des populations aux impacts sur terre et en mer sera également renforcée.

La limitation de l'anthropisation sera au cœur des politiques d'aménagement du territoire. Les espaces dégradés et fragilisés seront restaurés, tout en assurant la préservation des espèces les plus vulnérables (endémiques notamment).

En 2050, la Polynésie française sera donc un modèle de préservation, restauration et valorisation de son patrimoine naturel, tout en renforçant la résilience du territoire face aux risques climatiques.

### Orientations

- > Appréhender, caractériser et gérer les risques climatiques
- > Préserver les écosystèmes terrestres et d'eau douce
- > Préserver les écosystèmes littoraux
- > Préserver les écosystèmes marins

### Objectifs associés



Objectifs	S1	S2	S3	S4	S5
<b>Réduction du taux de fuite des réseaux d'eau potable</b>			A définir		
<b>Augmentation du taux d'assainissement</b>			A définir		
<b>Réduction de la part de population habitant en zone rouge</b> (tout en définissant mieux ces zones rouges, en fonction des nouveaux risques)			A définir		
<b>Limiter l'anthropisation du littoral</b>			A définir		
<b>Restaurer les espaces perturbés et fragilisés</b>			A définir		
<b>Associer préservation des espaces et accueil du public</b>			A définir		
<b>Protéger les espèces vulnérables</b>			A définir		

**Mots-clés :** Terre, mer, patrimoine, espèces endémiques, préservation, restauration, risques, résilience





**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 2-1 : Appréhender, caractériser et gérer les risques climatiques

Il s'agit de mettre en place une recherche plus systématique et un observatoire des changements à différentes échelles. L'analyse des aléas climatiques, de l'exposition et de la vulnérabilité des populations sera également réalisée sur une période allant des risques actuels aux risques à moyen et long termes. Cette orientation met en avant la sécurité et la protection des populations face aux risques climatiques en lien avec l'ensemble des actions d'adaptation développées dans les différentes orientations de la stratégie.

#### Effets attendus :

- > Connaissance fine de la vulnérabilité du territoire face aux changements climatiques
- > Réduction des impacts sur les habitants et infrastructures des événements climatiques
- > Protection des populations et de l'ensemble des parties prenantes du territoire face aux événements de moyen-long terme
- > Protection d'urgence des populations face aux événements climatiques



#### Pour qui ?

Tous les acteurs du territoire et en particulier les populations

#### Avec qui ?

État, Pays, Communes, ADEME, Associations

#### Les opportunités :

- > De nombreux travaux de recherche appliquée passé ou en cours
- > Culture du risque climatique déjà présente

#### Les contraintes et freins

- > Diversité des risques en fonction des territoires exposés (qui dépasse la simple différence îles hautes/atolls)
- > Difficulté d'appropriation des risques à moyen et long termes
- > Problématiques patrimoniales et culturelles de solutions telles que le déplacement de population
- > Coût financier de mesures de protection

#### Éléments de contenu

- > Développer, agréger et partager la connaissance sur le risque climatique en Polynésie française
- > Développer et appliquer à l'ensemble des îles polynésiennes les différents scénarios du GIEC
- > Appréhender le niveau d'adaptation actuel du territoire au travers de six grandes dimensions : la connaissance des risques ; la planification ; la pertinence des actions mises en œuvre ; les capacités institutionnelles, humaines (expertise) et financières ; la réduction effective du risque ; la mise en place d'une vision de long terme (échelle du siècle).
- > Caractérisation spécifique des risques sur les atolls
- > Créer un Observatoire du changement climatique (ou prendre part à un projet d'Observatoire à une échelle plus large, avec la Nouvelle Calédonie par exemple)
- > Élaborer et mettre à jour les PCS (Plans communaux de sauvegarde)
- > Changer de localisation les populations les plus soumises aux risques
- > Communiquer régulièrement aux acteurs du territoire les risques et procédures de sécurité
- > Mettre à jour les procédures d'alerte des populations
- > Construire de nouveaux abris de survie

**Mots clés :** recherche, risques, événements climatiques, aléa climatique, littoral, sécurité



# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 2 : Patrimoines naturels

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 2-2 : Préserver les écosystèmes terrestres et d'eau douce

Les écosystèmes terrestres et d'eau douce sont essentiels à la survie de la biodiversité, à la régulation du climat, à la qualité de l'eau et des sols, et à la préservation du patrimoine culturel et des paysages. Ils fournissent également des services écosystémiques indispensables à la vie des populations locales et contribuent à la résilience du territoire face aux impacts du changement climatique.

#### Effets attendus :

- > Protéger les espaces naturels
- > Préserver les espèces végétales et animales (notamment endémiques)
- > Favoriser l'agroécologie



#### Pour qui ?

Tous les acteurs du territoire

#### Avec qui ?

Pays (DIREN, DAG, REC, etc.), OFB, ADEME, UICN, Associations

#### Les opportunités :

- > Politique de l'eau définie et en cours de mise en œuvre

#### Les contraintes et freins

- > Foncier et l'indivision
- > Pression immobilière
- > Projets d'aménagements privés et publics

#### Éléments de contenu

- > Développer la connaissance sur la biodiversité terrestre et le fonctionnement des écosystèmes
- > Préservation & renforcement des corridors écologiques
- > Restauration des forêts dégradées et envahies
- > Restauration des zones humides dégradées et polluées
- > Protection des parcs urbains
- > Meilleure gestion des eaux pluviales
- > Préserver les eaux de surface et eaux souterraines
- > Améliorer la connaissance et l'accès à l'eau potable aux populations
- > Mieux connaître et gérer les eaux usées
- > Réduire les pressions du bassin versant (identifier et réduire les sources des polluants déversés dans la mer, renforcer les moyens de contrôle)
- > Gérer durablement les ressources forestières et valoriser localement le bois d'œuvre
- > Développer les cultures agroécologiques et biologiques locales
- > Développer la visibilité, l'accès et aux vallées pour une réappropriation culturelle des écosystèmes terrestres du Fenua

**Mots clés :** conservation, gestion, forêt, patrimoine, puits de carbone



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 2-3 : Préserver les écosystèmes littoraux

Le littoral est amené à connaître de nombreuses perturbations qui s'ajouteront les unes aux autres dans les prochaines décennies. Les espaces terrestres et marins sont interconnectés et il est important de saisir la vulnérabilité de ces écosystèmes qui sont liés. Ces évolutions impliquent une responsabilité de la collectivité pour protéger le littoral et conserver le trait de côte. La résilience du territoire est majeure pour la biodiversité et la protection des espèces, mais aussi pour la protection et le bien-être des habitants du Fenua.

#### Effets attendus :

- > Réduction de la vulnérabilité du territoire
- > Réduction des impacts sur les habitants et infrastructures des événements climatiques
- > Préservation des écosystèmes pour la qualité de vie et les activités économiques (pêche notamment)



#### Pour qui ?

Habitants du territoire

#### Avec qui ?

Citoyens, État (compétence sécurité), Pays et Communes, Associations, Acteurs de la recherche, Acteurs de la construction, Acteurs de la pêche, OFB

#### Les opportunités :

- > Sensibiliser tous les échelons de la société au risque climatique en intégrant cette question dans les programmes scolaires et en accélérant la formation des acteurs décisionnels et techniques.
- > Valoriser l'écomusée Fare Natura (Moorea)

#### Les contraintes et freins

- > Absence de reconnaissance juridique des interdépendances sociales et écologiques (cf. principe de solidarité écologique)
- > Absence de projections climatiques à une échelle très fine afin de mieux caractériser et cartographier les risques climatiques

#### Éléments de contenu

- > Meilleure connaissance des populations soumises aux aléas climatiques et nouvelle définition des zones rouges en fonction des nouveaux risques
- > Protection des populations exposées (évolution du droit du sol, fond indemnitaires, etc.)
- > Protection du littoral (ex : loi Littoral en France métropolitaine et dans les DOM)
- > Préservation de la flore et de la faune
- > Restauration des forêts littorales dégradées et fragilisées

**Mots clés :** littoral, aléa climatique, gestion, préservation, biodiversité, risques, patrimoine



# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 2 : Patrimoines naturels

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 2-4 : Préserver les écosystèmes marins

Les écosystèmes marins (lagonaires et océaniques) sont essentiels pour préserver les habitats des espèces, maintenir la biodiversité et soutenir les activités économiques liées à la pêche, au tourisme et à la culture. Ils jouent par ailleurs un rôle crucial dans la régulation du climat, en stockant du carbone et en régulant le cycle de l'eau mais aussi en protégeant les populations de risques climatiques.

#### Effets attendus :

- > Meilleure résilience du territoire et protection des populations
- > Réduction de la vulnérabilité alimentaire (ressources halieutiques)



#### Pour qui ?

Toutes les parties prenantes du territoire

#### Avec qui ?

Pays (DPAM, etc.), Communes, Associations, Acteurs de la pêche, OFB, UICN, Ifremer, Ifrecoor, Reef Resilience Network

#### Les opportunités :

- > S'appuyer sur le PGEM et les associations du territoire
- > Dynamique des ZPR
- > Pratique du Rahui

#### Les contraintes et freins

#### Éléments de contenu

- > Sensibiliser les habitants
- > Protection des parcs marins
- > Élargir les aires marines protégées et mettre en place le Rahui Nui
- > Protection des moyens de séquestration carbone des écosystèmes marins en lien avec les évolutions à venir du climat
- > Renforcer le cadre de protection de la mer et préserver les ressources halieutiques (quotas de pêche adaptés aux saisons, navigation de plaisance, etc.)
- > Poursuivre la recherche pour protéger les coraux et sensibiliser les publics à la protection marine. Harmoniser et compléter les cartographies des récifs.
- > Développer la visibilité, l'accès et aux zones marines protégées pour une réappropriation culturelle des écosystèmes marins du Fenua

**Mots clés :** mer, océan, pêche, consommation, sensibilisation, température, patrimoine, puits de carbone



# VISION DU TERRITOIRE

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

## Pilier 3 : Consommer durable

### Description

En 2050, la Polynésie française s'est engagée sur la voie de la consommation sobre et durable. Consciente de sa forte dépendance aux importations, les acteurs du Fenua ont décidé de réduire leur consommation et de relocaliser les productions pour créer de la richesse sur le territoire. Pour atteindre ces objectifs, le PCPF a mis en place une politique visant à réduire l'empreinte carbone des importations, à réduire le déficit commercial et à limiter la production de déchets.

La population a pris conscience de l'importance de cette transition et a adopté de nouveaux comportements alimentaires. Elle privilégie désormais les produits locaux et de saison, et elle a réduit sa consommation de viande (rouge en particulier). Les initiatives pour développer la transformation et la distribution locale ont été encouragées et soutenues.

La maîtrise de la demande en énergie est également un enjeu majeur de la transition écologique. La population a été sensibilisée à l'importance de la sobriété, de l'efficacité énergétique et de l'utilisation des énergies renouvelables. Les véhicules en circulation ont été optimisés pour être plus économes en énergie et moins polluants.

En matière de gestion des déchets, la Polynésie française a également fait des progrès significatifs. La production de déchets a été réduite grâce à une meilleure gestion des ressources, une économie circulaire et une forte sensibilisation de la population. Les déchets sont mieux triés et valorisés grâce à une politique de collecte et de traitement plus efficace.

Ainsi, la transition vers une consommation sobre et durable a permis à la Polynésie française de réduire son empreinte écologique tout en créant de la richesse sur le territoire.

### Orientations

- > Maîtriser la consommation de biens et de services
- > Faire évoluer les comportements alimentaires
- > Développer la transformation et distribution locale
- > Maîtriser la demande en énergie
- > Optimiser l'efficacité des transports
- > Maîtriser la production et valoriser les déchets

### Objectifs associés



Objectifs	S1	S2	S3	S4	S5
<b>Réduction du déficit commercial du territoire</b>	A définir				
<b>Évolution du transport aérien local</b>	+10%	+5%	+10%	+25%	+20%
<b>Évolution du transport maritime local</b>	0%	-5%	-5%	-10%	-10%
<b>Réduction de l'impact des importations de viande</b>	0%	-10%	-20%	-50%	-40%
<b>Réduction des importations d'autres produits alimentaires</b>	0%	-10%	-15%	-20%	-20%
<b>Réduction des importations de produits non alimentaires</b>	-10%	-20%	-25%	-25%	-40%
<b>Evolution des déplacements aériens internationaux</b>	-10%	-20%	-30%	-70%	-50%
<b>Part d'électromobilité des véhicules légers</b>	5%	10%	10%	25%	15%
<b>Amélioration efficacité énergétique des VL</b>	-25%	-25%	-25%	-25%	-25%
<b>Amélioration efficacité énergétique des PL</b>	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%
<b>Optimisation du transport de marchandise routier</b>	0%	-10%	-20%	-20%	-10%
<b>Gain efficacité fret maritime international</b>	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%
<b>Évolution de la production d'ordures ménagères résiduelles (OMR)</b>	A définir				
<b>Taux de valorisation matière des déchets</b>	A définir				
<b>Taux de déchets organiques valorisés</b>	A définir				
<b>Évolution de l'impact total des déchets</b>	+5%	-5%	-40%	-30%	-40%

**Mots-clés :** consommation, biens & services, alimentation, énergie, déplacements, comportement, sobriété, efficacité, déchets



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 3-1 : Maîtriser la consommation de biens et de services

Pour subvenir aux besoins des populations, de manière éthique et durable, il est nécessaire de repenser la consommation (de produits importés notamment), y compris en s'appuyant sur les modes de vie traditionnels. En plus de réduire l'empreinte carbone du territoire, cela participe à une économie locale, en circuit court du début de la chaîne de production, jusqu'à la gestion des déchets.

#### Effets attendus :

- > Réduction de l'empreinte carbone des importations
- > Réduction de la vulnérabilité face aux coûts énergétiques des importations
- > Développement de l'économie et des emplois locaux
- > Baisse de la vulnérabilité économique des ménages



#### Pour qui ?

Consommateurs, Acteurs privés et publics, Associations

#### Avec qui ?

Pays, Acteurs du commerce (grandes surfaces mais aussi distribution et commercialisation), Acteurs économiques locaux, Associations locales

#### Les opportunités :

- > Accompagnement des entreprises sur la gestion et la maîtrise de leurs consommateurs (ex : Diag Eco flux de BPI France, Fonds tourisme durable, guide sur la réduction du gaspillage alimentaire de la CCISM, etc.)

#### Les contraintes et freins

- > Contraintes structurelles
- > Accès à l'information

#### Éléments de contenu

- > Réduction de la surconsommation et gaspillage
- > Développement de l'achat responsable et local des particuliers : vrac, comestible, seconde main, location, etc.)
- > Développement de l'achat responsable et local dans le public et le privé
- > Développement de l'économie de la fonctionnalité
- > Mobilisation des leviers fiscaux

**Mots clés :** consommation, sobriété, gaspillage, local, comportement



# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 3 : Consommer durable

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 3-2 : Faire évoluer les comportements alimentaires

Pour que les populations se tournent moins vers les produits importés et davantage vers le local, il faut accompagner ce changement. La sensibilisation aux risques et bénéfices de ces consommations peut fortement jouer sur les habitudes. La régulation et la taxation sont aussi des moyens de subventionner, ou non, certains produits.

#### Effets attendus :

- > Réduction des importations alimentaires (donc de l'empreinte carbone totale)
- > Réduction de la consommation de produits carnés
- > Réduction des problèmes de santé (surpoids, etc.)
- > Réappropriation culturelle des produits locaux



#### Pour qui ?

Grand public, agriculteurs, distributeurs, industriels, Scolaires, familles, services administratifs, Enseignes commerciales, chefs cuisiniers

#### Avec qui ?

Pays (DAG, DS, DGEE, ...), Communes, CAPL, Établissements scolaires, Chefs cuisiniers, Enseignes commerciales

#### Les opportunités :

Démarche de Plan de Transition Alimentaire (PTRA) en cours d'élaboration, coordonnée par la DAG

#### Les contraintes et freins

- > Habitudes alimentaires et mentalités ancrées
- > Intérêts financiers de certains acteurs

#### Éléments de contenu

- > Information, sensibilisation et éducation sur les comportements alimentaires, sur l'alimentation locale, etc. (y compris via les PPN par exemple)
- > Exemplarité de la restauration collective
- > Accompagnement des collectivités, des entreprises, des particuliers, etc.
- > Formation des professionnels (chefs-cuisiniers, etc.)
- > Meilleure coordination/transversalité de la "ferme à l'assiette"
- > Stratégie avec des incitations et des contraintes

**Mots clés :** alimentation, agriculture, local, écoles, formation, comportement, sobriété





# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 3 : Consommer durable

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 3-3 : Développer la transformation et distribution locale

Pour favoriser l'autonomie du Fenua, le réseau d'agriculture locale doit s'étendre et se diversifier. Cette transformation doit être accompagnée par les pouvoirs publics puisqu'aujourd'hui l'importation est le comportement privilégié pour une grande partie de la consommation. Pour subvenir aux besoins des résidents, il faut diversifier et élargir la production locale, tout en favorisant les méthodes responsables (économie décarbonée, permaculture, agriculture biologique).

#### Effets attendus :

- > Diversification des activités de producteurs (et augmentation de leur plus-value)
- > Développement de nouvelles activités économiques et emplois liés à la transformation
- > Augmentation de la consommation locale (donc réduction de l'empreinte globale)
- > Développement de la résilience alimentaire du territoire
- > Augmentation qualitative (gustative et sur la santé) de l'alimentation



#### Pour qui ?

Consommateurs, Agriculteurs, Porteurs de projets (en agro-transformation notamment)

#### Avec qui ?

Pays (DAG, DGAE...), CAPL, Producteurs locaux, Enseignes commerciales

#### Les opportunités :

- > Ateliers agro-transformation, appel à candidature en 2023
- > Qualités nutritionnelles et organoleptiques des productions locales

#### Les contraintes et freins

- > Faiblesse du tissu industriel local pour la transformation alimentaire
- > Problématique réglementaire qui permet l'importation de produits de mauvaise qualité
- > Prix excessif des produits locaux
- > Fluctuation des productions locales ne facilite pas la contractualisation avec la restauration collective

#### Éléments de contenu

- > Choix de cultures et variétés adaptées aux processus de transformation industrielle et aux changements climatiques
- > Développement de l'industrie de la transformation locale
- > Diversification des circuits de distribution et de commercialisation

**Mots clés :** industrie, local, culture, distribution, commercialisation, consommation, empreinte



**VISION**  
Un Fenua  
sobri et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 3-4 : Maîtriser la demande en énergie

La sobriété énergétique est un objectif majeur du PCPF. D'ici 2030, il faut considérablement changer les habitudes de consommation énergétique. La prise de conscience doit se faire par rapport aux prix de l'énergie, mais aussi par rapport aux enjeux de dépendance de la Polynésie. La rénovation énergétique est un levier puissant pour permettre aux bâtiments de gagner en efficacité mais elle ne suffit pas pour réduire la consommation d'énergie du territoire.

#### Effets attendus :

- > Baisse des consommations énergétiques du territoire
- > Baisse des besoins de climatisation
- > Développement de l'autonomie et la résilience énergétique du territoire face à l'évolution du coût des énergies fossiles



#### Pour qui ?

Particuliers, Professionnels (notamment du secteur tertiaire)

#### Avec qui ?

Pays, Secteur privé, Secteur associatif, Espace info énergie, Ademe

#### Les opportunités :

- > Prix de l'énergie en hausse
- > REBPf : 20% de gains énergétiques sur la climatisation des bâtiments neufs
- > Remplacement d'un chauffe-eau électrique par un chauffe-eau solaire = réduction de 20% de la facture d'électricité en moyenne

#### Les contraintes et freins

- > Dépendance aux comportements individuels
- > Complexité de la mise en œuvre d'une politique de maîtrise de la demande
- > Relatif manque d'appétence des acteurs pour la maîtrise de la demande

#### Éléments de contenu

- > Sensibiliser les citoyens à la maîtrise de l'énergie
- > Mise en œuvre de la REBPf
- > Sensibiliser et former les professionnels du bâtiment
- > Améliorations thermiques des bâtiments existants
- > Structurer le pilotage de la maîtrise de la demande
- > Gestion de la courbe de charge de l'électricité
- > Maîtriser l'évolution de l'électromobilité par la réduction du besoin de déplacement (voir orientations 1-5 et 3-5)

**Mots clés :** énergie, demande, prix, sobriété, formation, rénovation



# ORIENTATIONS DU PCPF

## Pilier 3 : Consommer durable

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 3-5 : Optimiser l'efficacité des transports

Les transports sont fortement émetteurs de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Leur impact sur la qualité de l'air – et donc sur la santé publique – est considérable. Améliorer leur efficacité permet de réduire cette empreinte carbone du secteur et d'agir également sur la consommation d'hydrocarbures sur le territoire. Bien entendu, l'efficacité seule ne peut pas être une mesure suffisante pour s'attaquer à l'empreinte carbone des transports.

#### Effets attendus :

- > Baisse des consommations d'hydrocarbures (et donc de la vulnérabilité énergétique)
- > Baisse des pollutions atmosphériques et sonores



#### Pour qui ?

Citoyens automobilistes et usagers de 2 roues motorisés, Acteurs économiques et transporteurs en particulier (routier, aérien, automobile)

#### Avec qui ?

Pays, Acteurs économiques et transporteurs en particulier (routier, aérien, maritime), Importateurs/ concessionnaires automobiles

#### Les opportunités :

- > Développement des EnR dans le mix électrique polynésien (objectif de 75% en 2030)
- > Possibilité de traiter les batteries des véhicules dans une filière de réutilisation (stockage énergétique pour le domicile) et de recyclage (repousser au maximum le traitement du déchet)

#### Les contraintes et freins

- > Absence de maîtrise du marché automobile mondialisé influencé par des décisions politiques internationales (interdiction européenne de la vente de véhicules thermiques neufs par exemple)
- > Une électrification subie de la mobilité dans un contexte où le mix énergétique induit un accroissement local et global des impacts environnementaux
- > Absence de politique publique pour une utilisation de véhicules faiblement "énergivore"

#### Éléments de contenu

- > Évolution des choix de types de véhicules (choix des consommateurs, offres des vendeurs, etc.) et de leur efficacité énergétique (poids véhicule, émissions des GES)
- > Taux d'usage des véhicules (nombre de déplacements, remplissage du véhicule...)
- > Location de véhicule / 2 roues
- > Décarbonation du parc automobile et des navettes maritimes (électrification et/ou hydrogène)
- > Évolution de la fiscalité (taxe douanière, FRPH, etc.)
- > Autopartage/ covoiturage
- > Service des transports de personnes
- > Traitement de la fin de vie des véhicules automobiles en Polynésie française (notamment cas des archipels éloignés)
- > Effacer les véhicules en stationnement sur l'espace public en ville

**Mots clés :** transport, véhicules, automobile, décarboner, covoiturage,



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 3-6 : Maîtriser la production et valoriser les déchets

La Polynésie a un métabolisme très déséquilibré à cause d'une forte dépendance aux importations. Il faut dans le même temps réduire le volume de ces importations (améliorer les filières locales) et donc de la production et agir sur la gestion des déchets. Ils représentent un coût important pour les communes et l'environnement. Avec une production locale et un investissement dans l'économie de réparation et de fonctionnalité, l'empreinte carbone de ces déchets pourra être fortement réduite.

#### Effets attendus :

- > Baisse de la quantité de déchets ultimes à gérer
- > Réduction de l'impact environnemental des déchets (énergie-carbone mais aussi sols, ressources en eau, rivières et littoraux)
- > Réduction du poids économique des déchets pour la commune
- > Réduction des importations
- > Développement de l'économie locale
- > Adaptation et réduction des risques de pollution des lentilles d'eau des atolls en cas d'événement climatique extrême



#### Pour qui ?

Citoyens, Acteurs économiques, Collectivités

#### Avec qui ?

Pays (DIREN, DCO, SDE, notamment), SPCPF et Communes, Acteurs économiques, Prestataires déchets, Associations locales

#### Les opportunités :

- > Développement de l'incinération pour potentiellement débloquer d'autres filières de valorisation
- > Initiatives d'économie circulaire existantes (ex. du projet de l'association Tiai Fenua)

#### Les contraintes et freins

- > Tarif de rachat des kWh pour la valorisation énergétique
- > Coûts liés à la gestion des déchets

#### Éléments de contenu

##### Volet prévention des déchets

- > Évolution du cadre réglementaire (cf. sacs plastiques), notamment pour les fluides frigorigènes (qui posent un problème spécifique du fait de leur fort impact sur le climat)
- > Révision du mode de financement (voire de la gouvernance) de la gestion des déchets
- > Augmentation de la durée de vie des équipements (garantie, économie de la réparation)
- > Développement de la réutilisation et consigne (bouteilles & autres)
- > Mise en place de la Responsabilité élargie du producteur
- > Mise en place d'espaces dédiés à la réparation et à la revalorisation des trois grandes familles d'appareils électriques, blanc, brun, gris, respectivement l'électroménager, le matériel audiovisuel, l'équipement informatique (à noter que la directive européenne imposant la mise en place d'une filière est en vigueur depuis 2006...)
- > La revalorisation de ces derniers s'ils sont identifiés comme irréparables (extraction de pièces détachées et de matières premières pouvant être recyclées)

##### Volet gestion et traitement des déchets

- > Révision de l'organisation de la collecte et financement
- > Adaptation des modalités de traitement, dans les atolls en particulier, pour limiter les risques de pollutions des écosystèmes liés aux changements climatiques

- > Développer les déchetteries et ressourceries/recycleries pour les particuliers et les professionnels (pour les déchets du BTP notamment)
- > Développer l'économie de la répartition (ESS notamment)
- > Développer l'usage des matières premières secondaires (charte BTP, etc.)
- > Gestion des déchets organiques (individuelle et collective), notamment par le compostage
- > Valorisation énergétique de déchets fermentescibles et combustibles (huiles notamment)
- > Taxe d'import sur les véhicules directement dirigée vers la gestion des carcasses de voitures

**Mots clés :** production, déchets, ESS, valorisation, traitement, taxe



# VISION DU TERRITOIRE

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

## Pilier 4 : Produire local et décarboné

### *Description de la vision*

En 2050, la Polynésie française est un territoire souverain, résilient et prospère, qui s'est engagé dans une transition vers des modes de production plus sobres et durables. L'agriculture et la pêche sont devenues des activités essentielles et durables, où les pratiques traditionnelles et modernes sont combinées pour produire des aliments locaux de qualité tout en préservant les écosystèmes terrestres et marins.

Les acteurs économiques ont été accompagnés dans la transition par une politique active de formation et d'emploi, qui a permis de valoriser les savoirs traditionnels et de développer de nouvelles compétences et de nouvelles activités compatibles avec les enjeux climatiques.

Les investissements pour la production d'énergie renouvelable ont permis de réduire significativement la dépendance du territoire aux énergies fossiles. Le concept d'économie circulaire est devenu la norme pour toutes les activités économiques existantes et nouvellement créées, en créant des emplois locaux et en contribuant à la lutte contre le changement climatique.

Le tourisme est devenu une activité durable et résiliente, qui s'appuie sur la valorisation des patrimoines naturels et culturels de la Polynésie française. Les infrastructures touristiques ont été repensées pour minimiser leur impact sur l'environnement, tout en offrant une expérience unique et authentique aux visiteurs. Les acteurs du tourisme ont été formés pour développer des pratiques durables et responsables, qui contribuent à préserver la biodiversité et les cultures locales.

Cette transition a permis de renforcer la souveraineté du territoire, de créer de la richesse locale, de préserver les écosystèmes et de garantir un avenir prospère et résilient pour les générations actuelles et futures.

### *Orientations*

- > Accélérer les transitions des productions alimentaires locales
- > Réduire la dépendance du Fenua par une économie circulaire
- > Accompagner la transition des activités et une politique emploi/formation
- > Déployer les énergies renouvelables locales
- > Développer un tourisme durable et inclusif

## Objectifs associés



Objectifs	S1	S2	S3	S4	S5
Taux d'autonomie alimentaire	A définir				
Part de surface agricole certifiée bio ou équivalent	A définir				
Évolution des émissions de l'agriculture locale	0%	10%	20%	25%	25%
Taux d'emploi	A définir				
Baisse de la consommation d'énergie tertiaire/industrie	+5%	-10%	-20%	-20%	-20%
Taux d'énergie renouvelable dans le mix électrique	60%	75%	89%	93%	97%

**Mots-clés** : autonomie, indépendance, local, résilience



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 4-1 : Accélérer les transitions des productions alimentaires locales

Il s'agit d'accélérer les transitions des productions alimentaires locales pour réduire les importations alimentaires, réduire les intrants agricoles et de développer l'agriculture biologique. Pour atteindre ces objectifs, il est prévu de gérer le foncier, de développer des filières, de promouvoir les transitions agroécologiques, de favoriser l'autoproduction individuelle et collective, d'adapter les pratiques culturelles aux changements climatiques, d'assurer une information et une formation citoyenne et professionnelle et de valoriser globalement les ressources (comme le cocotier).

#### Effets attendus :

- > Augmentation (limitée) de l'impact local de l'agriculture en termes d'émissions de GES
- > Réduction des importations alimentaires donc réduction de l'empreinte écologique globale de l'alimentation
- > Réduction des intrants agricoles
- > Développement de l'agriculture biologique



#### Pour qui ?

Producteurs locaux, Consommateurs

#### Avec qui ?

Pays, CAPL, Communes, Agriculteurs, pêcheurs

#### Les opportunités :

- > Accroissement de la demande de produits sains, frais et locaux
- > Coût sanitaire des maladies liées à l'alimentation

#### Les contraintes et freins

- > Contrainte foncière et conflit avec le développement urbain
- > Réorganisation de nombreuses filières et résistance au changement de pratiques

#### Éléments de contenu

- > Gestion du foncier
- > Développement de filières adaptées aux climats locaux actuels et futurs
- > Transitions agroécologiques avec un plan de formation des exploitants
- > Autoproduction (individuelle et collective)
- > Adaptation aux changements climatiques des pratiques culturelles
- > Information et formation sur les évolutions climatiques et les solutions d'adaptation à mettre en œuvre (citoyenne, professionnelle)
- > Valorisation globale (ex : cocotier, ...)

**Mots clés :** agriculture, alimentation, local, agroécologie, autonomie, indépendance





**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 4-2 : Réduire la dépendance du Fenua par une économie circulaire

Le Fenua dépend fortement des importations, que ce soit pour les produits manufacturés ou les hydrocarbures. A l'horizon 2050, les dynamiques de commerce seront plus locales, moins globales et donc moins émettrices. Pour cela, l'économie circulaire permet de favoriser le circuit court, de réduire les déchets et d'améliorer l'autonomie du territoire. Elle développe de nouvelles filières et donc de nouveaux emplois de proximité en Polynésie. L'acceptabilité sociale de ce type de mesures est donc plutôt forte.

#### Effets attendus :

- > Développer l'autonomie économique du Fenua (donc réduire les besoins d'importation et la vulnérabilité aux cours mondiaux)
- > Réduire les consommations d'énergie et de matière des secteurs industriels et tertiaires
- > Réduire l'impact des déchets des activités économiques
- > Réduire l'impact des déplacements
- > Réduire la vulnérabilité économique du territoire



#### Pour qui ?

Entreprises actuelles du territoire, porteurs de projets, citoyens (en tant que travailleurs), citoyens (en tant que consommateurs).

#### Avec qui ?

- > Pays (MEF, SEFI, etc.)
- > Agence de développement économique
- > Acteurs économiques
- > Partenaires sociaux (MEDEF, CPME, syndicats)
- > Club EPER

#### Les opportunités :

Création et développement de l'Agence de développement économique

#### Les contraintes et freins

- > Gouvernance complexe avec une multiplicité d'acteurs
- > Actions de moyen/long terme

#### Éléments de contenu

- > Disposer d'une stratégie de développement économique claire, bas carbone, résiliente et diversifiée
- > Développer les filières de l'économie locale :
  - Économie de réparation
  - Économie de la fonctionnalité
  - Circuits courts (*lien avec la thématique consommation*)
  - Économie sociale et solidaire (ESS)
  - Écologie industrielle et territoriale au PAP
  - Économie de la préservation et de la restauration des écosystèmes et plus globalement de l'adaptation au changement climatique
  - Filières locales de valorisation des déchets, notamment dans le secteur de la construction (*lien avec la thématique déchet*)
- > Développer les infrastructures nécessaires à la transition, notamment dans le secteur de la mobilité (*lien avec le pilier 1*)

**Mots clés :** économie circulaire, local, autonomie, indépendance, réparation, valorisation



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 4-3 : Accompagner la transition des activités et une politique emploi/formation

L'accompagnement à la transmission des compétences, la formation et l'emploi local sont majeurs pour favoriser l'embauche des jeunes du territoire et assurer une poursuite d'études en Polynésie. Pour développer les secteurs d'avenir qui visent à améliorer l'autonomie du Fenua, certains secteurs doivent se structurer pour répondre aux besoins des habitants.

#### Effets attendus :

- > Meilleure acceptabilité sociale
- > Développer l'autonomie économique du Fenua (donc réduire les besoins d'importation et la vulnérabilité aux cours mondiaux)
- > Réduire les consommations d'énergie et de matière des secteurs industriels et tertiaires
- > Réduire l'impact des déchets des activités économiques
- > Réduire l'impact des déplacements
- > Réduire la vulnérabilité économique du territoire...



#### Pour qui ?

Entreprises actuelles du territoire, Porteurs de projets, Citoyens (en tant que travailleurs), Citoyens (en tant que consommateurs)

#### Avec qui ?

- > Agence de développement économique
- > Pays (MEF, SEFI, etc.)
- > Acteurs économiques
- > Partenaires sociaux (MEDEF, CPME, syndicats)
- > Club EPER
- > Organismes de formation initiale et continue

#### Les opportunités :

- > Le réseau RESIPOL et les projets NARUA (Recherche + formation pro) / NAHITI (Recherche + Porteurs de projets)
- > Le nouveau pôle de recherche de l'UPF
- > La réforme des MAE (Mesures d'aides à l'emploi) au profit des DE (le DD peut désormais faire partie des critères d'attribution)
- > La DMRA qui relaie auprès de l'administration du Pays les messages clés de la volonté de changement au sein du service public
- > Le point pilote actuel de l'apprentissage (la carte de formation peut être orientée DD)
- > Relais des réseaux de communication et sociaux

#### Les contraintes et freins

- > Cadre juridique et son application
- > Inertie pour faire évoluer le contenu des programmes de formations

#### Éléments de contenu

- > Sensibilisation/formation des citoyens et entreprises
- > Pédagogie pour transmettre le contexte, les changements en cours et les gestes du quotidien à entreprendre
- > Connaissance/partage de bonnes pratiques intra/inter

- > Développer une Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) en lien avec les acteurs de l'emploi et des acteurs de la formation (initiale et continue)
- > Développer de nouveaux métiers en lien avec la gestion de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques
- > Faire évoluer les pratiques des acteurs économiques locaux (intégration de la sobriété et de l'efficacité énergétique, pratiques de mobilité, etc.)
- > Transition du secteur touristique et plus globalement des économies vertes, bleues et de l'ensemble des activités pour atténuer les émissions de GES et s'adapter au changement climatique

**Mots clés :** emploi, formation, embauche, compétences, local



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 4-4 : Déployer les énergies renouvelables locales

L'entièreté de l'énergie produite en Polynésie est renouvelable mais les énergies fossiles sont fortement utilisées et elles sont toutes importées. L'enjeu pour le territoire est d'accroître sa résilience en produisant davantage d'énergie renouvelable. Cela passe par de nouvelles installations hydroélectriques, le développement du photovoltaïque et la poursuite de la recherche pour des énergies alternatives (énergies marines, biomasse, etc.).

#### Effets attendus :

- > Baisse de la consommation d'hydrocarbures
- > Augmentation de la pénétration des EnR dans le mix électrique
- > Baisse de la vulnérabilité énergétique du territoire



#### Pour qui ?

Toutes les parties prenantes du territoire

#### Avec qui ?

Pays, Opérateurs énergétiques, Secteur privé, Financement public/privé.

#### Les opportunités :

- > Toitures et parkings en zone urbaine non équipés de panneaux solaires
- > Fonds de transition énergétique
- > Volonté politique
- > Mobilisation des acteurs

#### Les contraintes et freins

- > Intermittence des EnR à gérer
- > Acceptabilité sociale des projets hydroélectriques
- > Contraintes foncières/environnementales
- > Coûts d'investissement des EnR (projets hydroélectriques notamment)
- > Risque de conflit d'usage (fermes PV vs urbanisme par exemple)

#### Éléments de contenu

- > Optimisation de la puissance et du placement des installations hydroélectriques existantes
- > Développement de nouveaux projets hydroélectriques dans les îles hautes
- > Mieux appréhender et adapter aux évolutions climatiques les projets d'énergie renouvelable (changement de régimes de pluie pour l'hydroélectricité en particulier) avec une meilleure prise en compte de la biodiversité des rivières
- > Développement du PV en toiture et fermes solaires
- > Généralisation du déploiement des chauffe-eaux solaires
- > Poursuite de la recherche et projets-pilotes sur des énergies alternatives (énergies marines, biomasse...)

**Mots clés :** EnR, renouvelable, énergie, mix électrique, hydraulique, photovoltaïque



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 4-5 : Promouvoir un tourisme durable et inclusif

Le tourisme en Polynésie est un secteur performant qui connaît une forte croissance (hors crise sanitaire). Son impact sur l'environnement, en particulier avec le secteur de l'aviation, est considérable. Pour diversifier l'offre et permettre au territoire de continuer d'accueillir des touristes, il est nécessaire d'adapter le secteur. Un tourisme durable, éthique et plus inclusif doit devenir la priorité du secteur en Polynésie.

#### Effets attendus :

- > Développer des emplois locaux
- > Protéger et valoriser le patrimoine et la culture polynésienne
- > Diversifier l'offre touristique
- > Limiter l'impact des touristes



#### Pour qui ?

Touristes locaux et internationaux, Population locale

#### Avec qui ?

Pays (Service du tourisme, etc.), Entreprises touristiques

#### Les opportunités :

- > Stratégie touristique FM27 existante
- > Valoriser la Polynésie

#### Les contraintes et freins

- > Tourisme de luxe, croisières, jets, yachts difficilement compatibles avec la réduction de l'empreinte carbone

#### Éléments de contenu

- > Sensibiliser au tourisme durable : impact positif sur les populations locales, minime sur l'environnement.
- > Développement du tourisme local et la réappropriation des îles
- > Développement du tourisme de découverte des richesses naturelles du Fenua (lien avec le pilier 2) en maintenant des seuils acceptables pour la protection des écosystèmes
- > Développer des circuits d'agrotourisme
- > Labelliser les établissements éco-responsables

**Mots clés :** tourisme, éthique, durable, valoriser patrimoine, sensibiliser, agrotourisme, label



# VISION DU TERRITOIRE

**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

## Pilier 5 : Déployer une gouvernance transversale

### Description de la vision

La Polynésie française a réussi à mettre en place une gouvernance innovante et inclusive pour piloter son Plan climat en transversalité. Un comité de pilotage et un comité de suivi sont en place pour garantir la cohérence des politiques et des actions engagées. Le Plan climat est constamment suivi et actualisé en fonction des résultats obtenus et des nouveaux enjeux qui émergent. La concertation en continu avec les différents acteurs est une priorité pour garantir la pertinence et la légitimité des décisions prises.

Les citoyens, les élus, les services des collectivités et les entreprises sont accompagnés dans leurs changements de comportement pour contribuer activement à la transition écologique et sociale. Une communication, une formation et une sensibilisation adaptées sont mises en place pour faciliter la compréhension et l'adhésion des acteurs aux enjeux climatiques.

Les modes de vie traditionnels, respectueux de la nature et de la biodiversité, sont valorisés et promus. Les leviers financiers pour la transition sont mobilisés, notamment à travers des investissements dans les énergies renouvelables locales, l'agriculture et la pêche durables, et la mise en place d'une économie circulaire.

En somme, la gouvernance de la Polynésie française permet à toutes les parties prenantes de contribuer activement à la transition vers un modèle sobre, résilient et durable.

### Objectifs associés



### Orientations

- > Piloter le PCPF en transversalité
- > Accompagner au changement
- > Dégager les leviers financiers pour la transition

**Mots-clés** : gouvernance, éducation, sensibilisation, formation, pilotage



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 5-1 : Piloter le PCPF en transversalité

Le PCPF s'adresse à toutes les parties prenantes du territoire. C'est pour cela qu'il est piloté de façon transversale, en incluant les acteurs concernés par ces mesures, que ce soient les citoyens, scientifiques, acteurs économiques etc. La gouvernance se veut multiple, coconstruite, pour collecter les avis et préconisations pour avoir une feuille de route complète et fidèle à la réalité du terrain.

#### Effets attendus :

- > Suivi et actualisation en continu du PCPF
- > Efficacité de la mise en œuvre de la démarche
- > Appropriation et adhésion aux enjeux et à l'action



#### Pour qui ?

L'ensemble des parties prenantes

#### Avec qui ?

Comité de pilotage, Comité de suivi, Comité citoyen, Comité scientifique, Groupes de travail

#### Les opportunités :

- > Démarche d'animation/suivi/évaluation sur le PCE, à pérenniser et renforcer dans le PCPF

#### Les contraintes et freins

- > Travail sur un temps plus long
- > Manque de moyens humains
- > Difficulté de l'intégration systématique des enjeux climatiques par tous les acteurs

#### Éléments de contenu

- > Animation et suivi du PCPF dans la durée, en transversalité
- > Développer la connaissance et le suivi de la qualité de l'air sur le territoire (à Tahiti en particulier)
- > Développement d'une vraie trajectoire d'adaptation (FenuAdapt') qui dépasse les actions déjà prévue dans la stratégie
- > Déployer la stratégie climatique dans l'ensemble des politiques publiques à toutes les échelles du territoire (exemplarité du Pays, des Communes, etc.) avec formation et montée en compétence de tous les acteurs
- > Évaluation semestrielle de l'avancement et actualisation annuelle du plan d'action sur la base de la mise en œuvre et de l'efficacité des actions réalisées et du développement des connaissances, notamment en termes d'adaptation au changement climatique
- > Mise à disposition de l'information en continu (notamment sur le site du PCPF)
- > Pérenniser et élargir le Comité citoyen (en lien avec l'orientation 5-2) pour disposer d'un vrai maillage du territoire et une appropriation et implication citoyenne
- > Organisation de comités de suivi, comités scientifiques et comités citoyens au moins tous les 6 mois
- > Organisation en comités de pilotage au moins annuels
- > Organisation régulière de groupes de travail, selon les besoins (*patrimoine ; agriculture, alimentation et forêt ; mobilité ; eau, biodiversité et déchets ; aménagement et habitat ; activité économique et innovation/recherche ; énergie*).
- > Mise en place de la concertation continue

**Mots clés :** gouvernance, comités, groupes de travail, transversalité



**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 5-2 : Accompagner au changement

La sensibilisation est un processus long et exigeant qui doit mobiliser une grande diversité de ressources pour être efficace et pertinent. Pour que l'action publique soit bien accueillie par les citoyens, ceux-ci doivent être informés sur les enjeux climatiques en Polynésie française. De nombreux outils sont disponibles pour organiser cette communication : réseaux sociaux, télévision, ateliers, etc.

#### Effets attendus :

- > Appropriation et acceptabilité sociale
- > Changement effectif de comportement pour plus de transition, de la part des citoyens, des employeurs etc.
- > Réduire la vulnérabilité économique du territoire
- > Faire évoluer les pratiques des acteurs locaux (intégration de la sobriété, mobilités douces, etc.)
- > Réduction globale des consommations d'énergie, des émissions de GES, des pollutions locales...



#### Pour qui ?

L'ensemble des parties prenantes

#### Avec qui ?

Pays, acteurs économiques, Partenaires sociaux (MEDEF, CPME, syndicats), CCISM, Club EPER, Organismes de formation initiale et continue Acteurs de l'éducation, Associations, Médias, Espace info énergie

#### Les opportunités :

- > Vision politique axée sur le développement durable de la Polynésie

#### Les contraintes et freins

- > Convaincre de l'urgence, permettre le passage à l'action

#### Éléments de contenu

- > Sensibilisation, communication, information, formation
- > Développement des réseaux d'éco-ambassadeurs de proximité et d'éco-délégués
- > Intégration des enjeux climatiques dans les programmes scolaires et projets pédagogiques (en lien avec les associations locales notamment)
- > Diversité des messages et des médias (événements, réseaux sociaux, télévision, ateliers 2 tonnes, Fresques du climat, etc.)
- > Renforcement des apprentissages et interactions avec la nature (ex : Faapu)
- > Accompagnement technique et financier des collectivités
- > Accompagnement technique et financiers des acteurs économiques et citoyens
- > Accompagnement des collectivités, des entreprises
- > Connaissance/Partage de bonnes pratiques intra/inter services

**Mots clés :** sensibilisation, accompagnement, appropriation





**VISION**  
Un Fenua  
sobre et résilient

**STRATEGIE**  
Comment allons-nous  
y arriver ?

**MESURES / ACTIONS**  
Qu'allons-nous  
réaliser ?

### Orientation 5-3 : Dégager les leviers financiers pour la transition

Mener la transition à l'échelle du territoire est coûteux, mais ne pas anticiper les changements et en subir de plein fouet les conséquences coûte encore plus cher. Pour que ces investissements soient partagés et supportés par les acteurs, il faut diversifier et innover dans le financement.

#### Effets attendus :

- > Réduction de l'empreinte carbone du territoire
- > Développement de la consommation et production "vertes" pour les entreprises et les citoyens



#### Pour qui ?

Services du Pays, Entreprises du territoire, Habitants

#### Avec qui ?

Pays, État, Europe, AFD, ADEME

#### Les opportunités :

- > Acceptabilité sociale
- > Fonds de l'État, voire européens
- > Nouvelles ressources financières par la fiscalité

#### Les contraintes et freins

- > Acceptabilité sociale

#### Éléments de contenu

- > Attribuer des budgets et renforcer l'ingénierie territoriale pour la politique climatique
- > Développer l'évaluation en coût global
- > Évaluer les budgets au regard de leur impact sur le climat sur limiter les mesures climaticides et maximiser les mesures en faveur du climat
- > Diversifier les modes de financement et innover pour financer la transition
- > Marché carbone en veillant à ce que le mécanisme ne permette pas le greenwashing
- > Fiscalité verte sur les importations
- > Eco-conditionnalité des aides aux entreprises
- > Eco-conditionnalité des aides à la consommation
- > Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH)

**Mots clés :** budget, fiscalité, aides, régulation

# V. Présentation des 5 scénarios d'atténuation et du scénario d'adaptation « FenuAdapt' »

Les projections suivantes sont réalisées à partir d'un ensemble d'hypothèses sur les évolutions technologiques, le contexte économique ainsi que sur les politiques et des mesures favorables à la transition représentées dans les différents scénarios. Cette prospective et les projections qui en résultent ne sont pas des prévisions du futur car les incertitudes liées au contexte mondial sont nombreuses, mais des outils pour comprendre les futurs possibles, et en quoi ils dépendent de l'adoption plus ou moins poussée d'une batterie de mesures favorables à la sobriété, l'efficacité énergétique, au développement des énergies renouvelables, au changement de mode de consommation, etc.

Le scénario 1 « trajectoire attendue » ne reflète que les mesures déjà programmées dans les politiques publiques. Les scénarios suivants supposent l'adoption de mesures supplémentaires à l'avenir et illustrent des trajectoires compatibles avec des objectifs plus ou moins ambitieux en matière climatique.

Le scénario « FenuAdapt' » est le complément indispensable des scénarios d'atténuation et vise à établir une stratégie d'adaptation et de résilience ambitieuse. L'enjeu est de fournir les pistes afin de minimiser les impacts en mitigeant l'aléa tout en permettant aux infrastructures et système socio-économique polynésien de devenir robuste mais souple, diversifié, adaptable et modulable face à un environnement changeant.

## VOLET ATTENUATION

Avant de se positionner sur un scénario, il est nécessaire de connaître l'empreinte carbone moyenne actuelle et sa répartition :

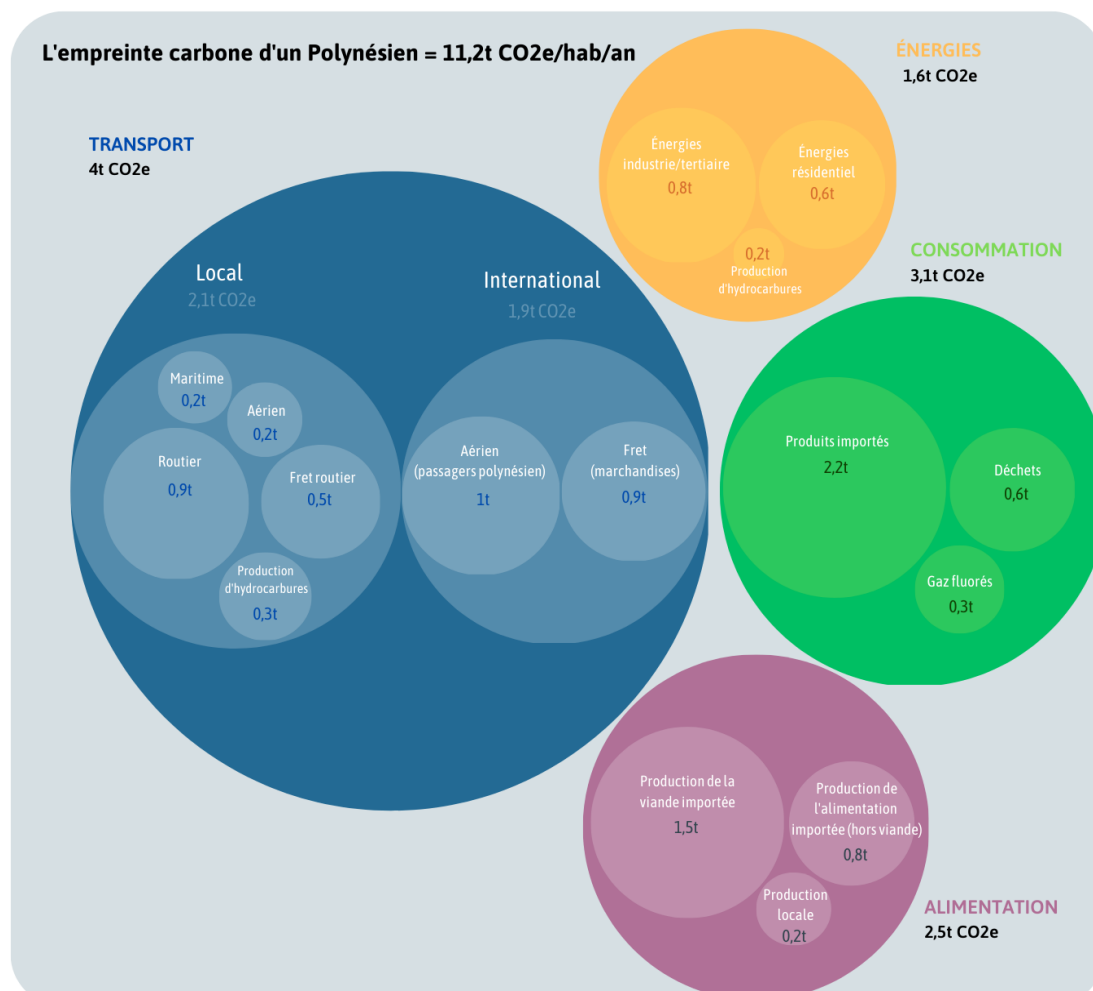


Figure 4. Empreinte carbone moyenne d'un polynésien, 2019. Version actualisée avec les facteurs d'émissions carbone de 2023

Le poste le plus émetteur en termes d'empreinte carbone est celui associé à l'importation des produits liés à la consommation (principalement du matériel électrique et électronique, du ciment ou encore des véhicules), suivi des produits alimentaires qui émettent également une quantité importante de GES lors de leur production.

**En poursuivant la dynamique actuelle et les politiques sectorielles polynésiennes, les émissions de GES resteraient supérieures à 9,7 tonnes de CO<sub>2</sub>e en 2030** (cf. Trajectoire attendue), loin de l'objectif de diviser par 2 nos émissions de gaz à effet de serre comme souhaité par le Conseil des ministres de septembre 2020, visant une réduction de 50% de nos émissions de GES entre 2013 et 2030 pour respecter l'objectif de l'Accord de Paris<sup>1</sup>. Le Plan Climat doit donc proposer un scénario et ensuite un plan d'actions qui **renforcent l'ambition climatique de l'ensemble des acteurs du territoire**.

<sup>1</sup> L'accord de Paris sur le climat est un traité international sur le réchauffement climatique adopté en 2015 par 191 pays. Il concerne l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ainsi que son financement.

# Scénario 1 : La trajectoire attendue

(mise en œuvre des politiques publiques actuelles)

Les politiques publiques actuelles (analysées dans le rapport de diagnostic) permettent d'envisager une baisse de l'ordre de 11% des émissions territoriales et de 13% de l'empreinte carbone.

## Energies/Bâtiments

C'est en particulier par l'atteinte de l'objectif de 60% d'énergie renouvelable dans le mix électrique polynésien (hors mobilité) que cette atténuation est rendue possible comme l'illustre le graphique suivant :

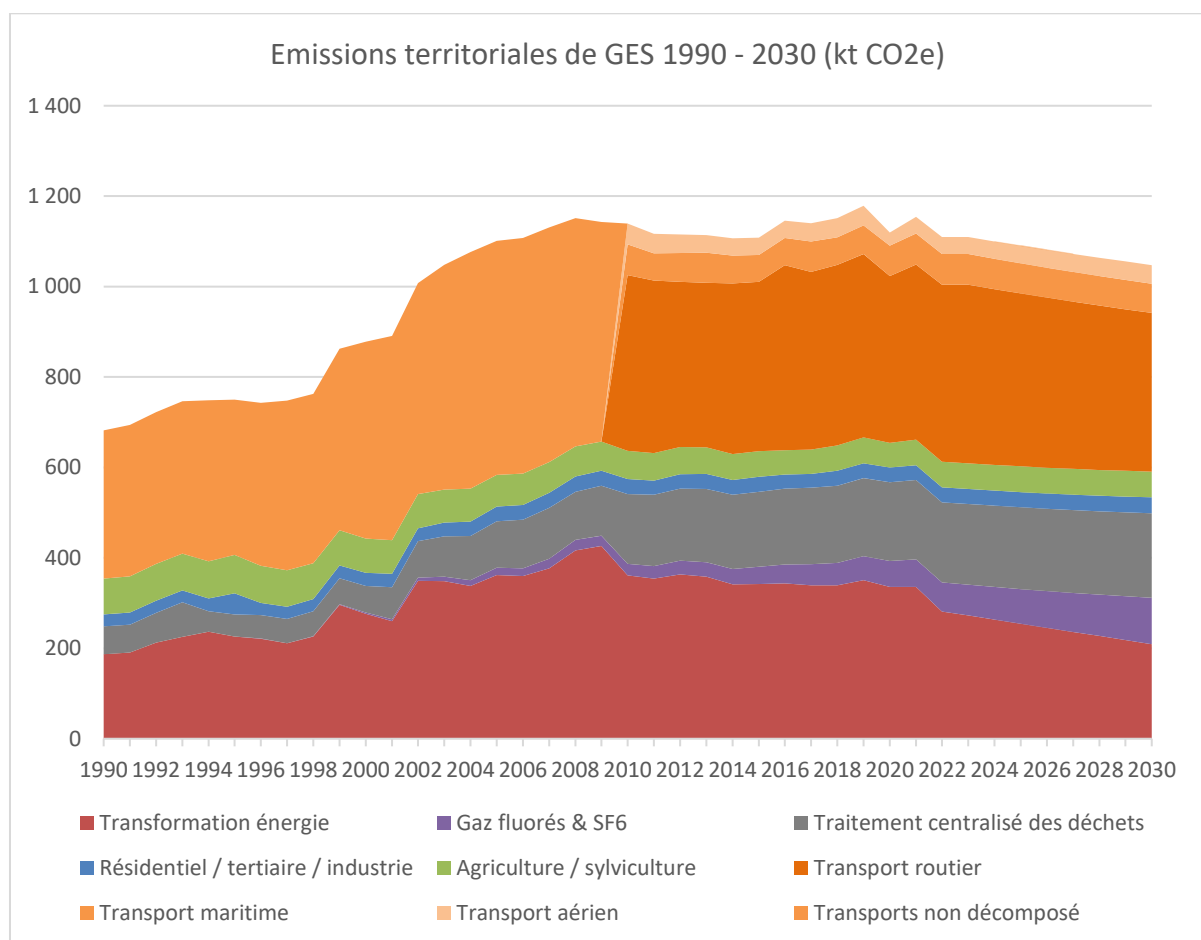


Figure 3 : Évolution des émissions territoriales de GES

Ainsi, alors que le besoin énergétique augmente légèrement (électricité et les besoins de chaleur et refroidissement +5%), le développement important du photovoltaïque (fermes solaires en particulier) et l'optimisation des installations d'hydroélectricité, permettent de couvrir 60% des besoins. La réglementation énergétique des bâtiments ne permet pas de contrebalancer suffisamment la hausse tendancielle des émissions de gaz clim (+5%).

---

## Aménagement/Transport

---

L'augmentation du besoin de mobilité compte tenu de l'évolution démographique est en partie compensée par les gains d'efficacité des véhicules thermiques et par le développement des transports en commun (part modale de 5%). Le développement de l'électromobilité reste limité et ne pèse que peu sur le besoin de production d'électricité (+5%). Les autres secteurs poursuivent leur évolution tendancielle des dernières années : -1% pour le maritime local et -5% pour le fret maritime international grâce à des gains d'efficacité.

A l'échéance 2030, les émissions territoriales seraient encore principalement concentrées sur le transport routier de personnes et de marchandise comme l'illustre le graphique suivant :

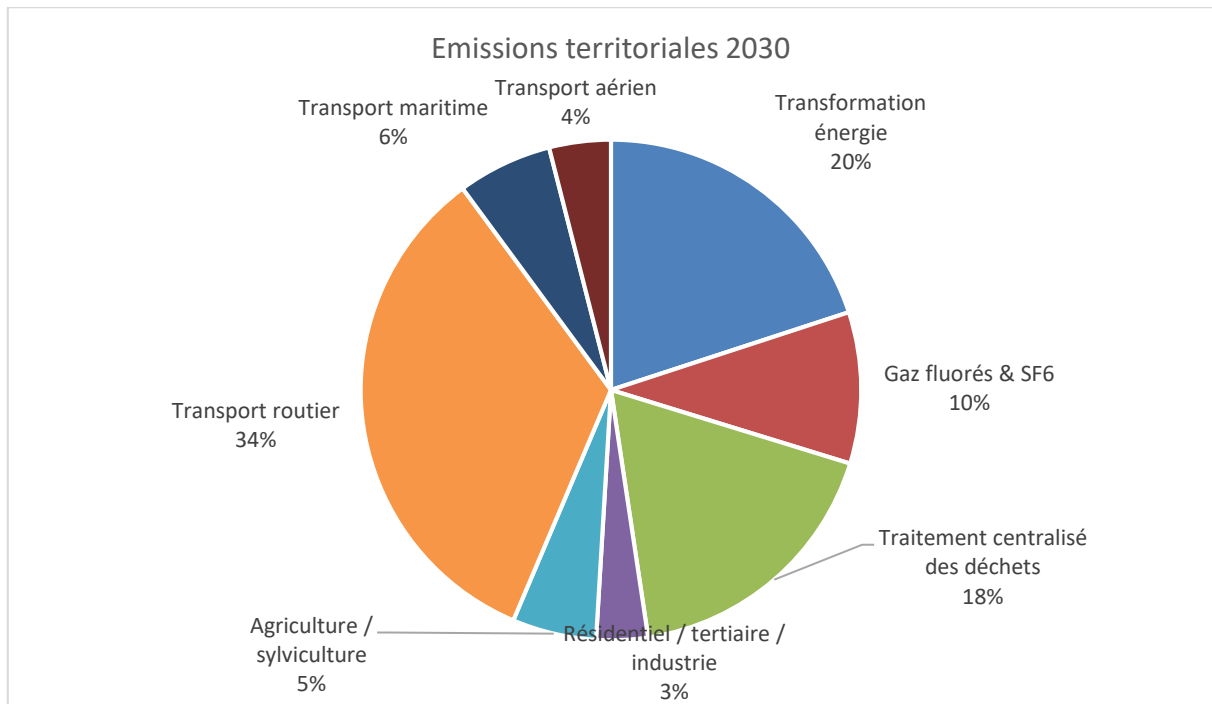


Figure 4 : Répartition des émissions territoriales en 2030

---

## Alimentation/Agriculture

---

Par la mise en œuvre du plan de transition alimentaire et le développement de la souveraineté alimentaire (+35% de production agricole locale), le poids carbone des importations alimentaires (viande et autres) seraient stable alors que les émissions de l'agriculture locale augmenteraient très légèrement (+1%).

---

## Consommation/Déchets

---

La réduction des importations des biens manufacturés et les gains d'efficacité des productions mondiales permettent de réduire d'environ 10% l'impact carbone de ces produits. La hausse tendancielle de production de déchets observée ces dernières années se poursuit (+5%).

---

## Tourisme international des polynésiens

---

Les progrès en matière d'efficacité énergétique des vols continuent et de très léger changement d'habitude permettent de diminuer de 10% l'impact carbone des déplacements aériens internationaux des polynésiens.

A l'échéance 2030, l'empreinte carbone serait principalement concentrée sur l'alimentation importée (22%) les importations de produits manufacturés (23%) comme l'illustre le graphique suivant :

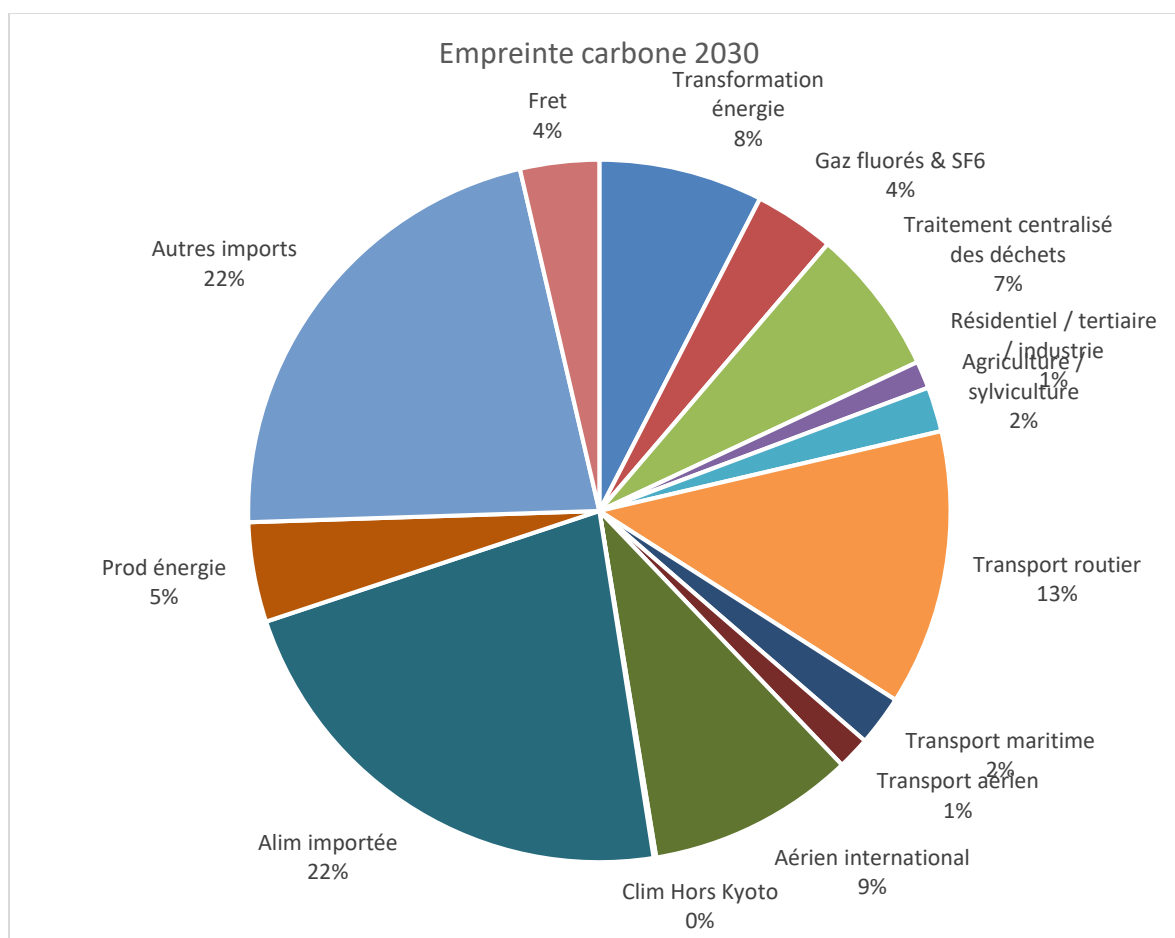
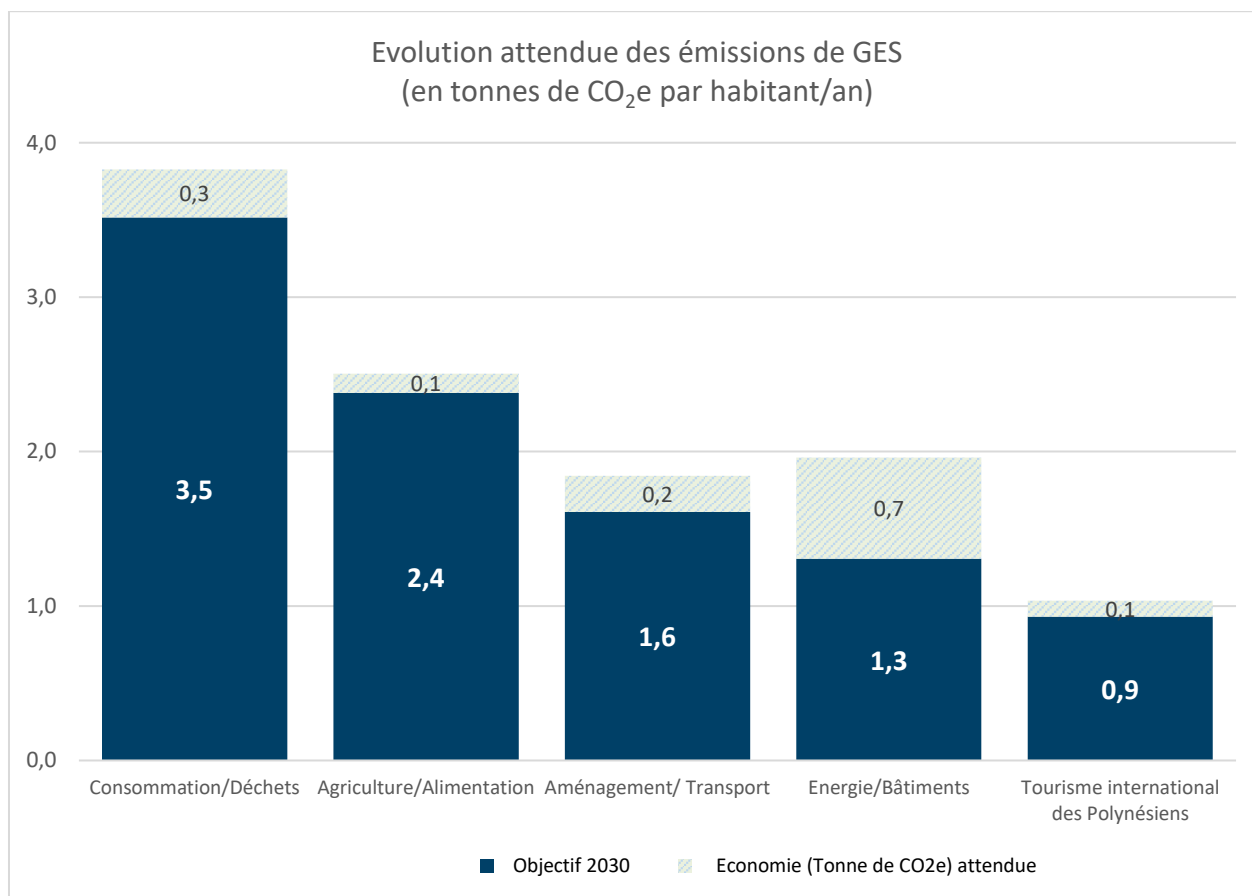


Figure 5 : Répartition de l'empreinte carbone en 2030

L'empreinte carbone pourrait ainsi diminuer de 13% pour atteindre 9,7t CO<sub>2</sub>e/hab/an et l'effort par grande thématique serait la suivante :



La stratégie du PCPF doit ainsi permettre d'aller plus loin, à la fois en termes d'atténuation avec des scénarios qui déclinent les objectifs proposés dans les piliers et orientations et évidemment en termes d'adaptation au changement climatique.

## Scénario 2 : transition forte

**Le scénario 2 est beaucoup plus engageant et s'appuie sur l'atteinte des objectifs de la PPE, une réduction des besoins de mobilité, un travail sur la réduction des déchets (y compris gaz fluorés) et sur les habitudes de consommation, avec des efforts plus limités sur les autres secteurs.**

---

### Energie/Bâtiment

---

Le développement des énergies renouvelables aux niveaux prévus par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) permet de couvrir 75% des besoins en énergie renouvelable locale (développement maîtrisé de l'électromobilité qui représente 10% des véhicules légers). Une campagne d'incitation à l'isolation thermique du bâti existant permet de stabiliser la consommation électrique des secteurs résidentiel, tertiaire et industriel.



---

### Aménagement/Transport

---

La réduction des besoins de mobilité (10% de baisse d'ici 2030) s'appuie notamment sur une mixité fonctionnelle accrue sur les territoires (-5%), le développement des offres de coworking/télétravail (5% des salariés, 2 jours par semaine), la semaine de travail de 4 jours (15%). Le report modal vers les modes actifs (10%), vers les transports en commun (10%) et un développement limité de l'électromobilité (10%) permettent de réduire l'impact des déplacements. Les gains d'efficacité des véhicules thermique légers (25%) sont à la fois liés aux progrès technologiques des constructeurs et des choix des automobilistes de véhicules plus adaptés à leurs besoins. Les gains d'efficacité sur les poids lourds sont plus limités (5%) et ils se conjuguent à une optimisation du transport de marchandise (5%) pour réduire le fret routier.



Les transports maritime locaux diminuent légèrement (-5%) tandis qu'une légère amélioration de l'efficacité du maritime (5%) permet de réduire son impact. Le transport aérien local augmente légèrement (+10%) afin de compenser en partie la diminution des voyages internationaux des polynésiens.

Les émissions territoriales de gaz à effet de serre pourraient ainsi diminuer de 32% comme illustré dans le graphique suivant :



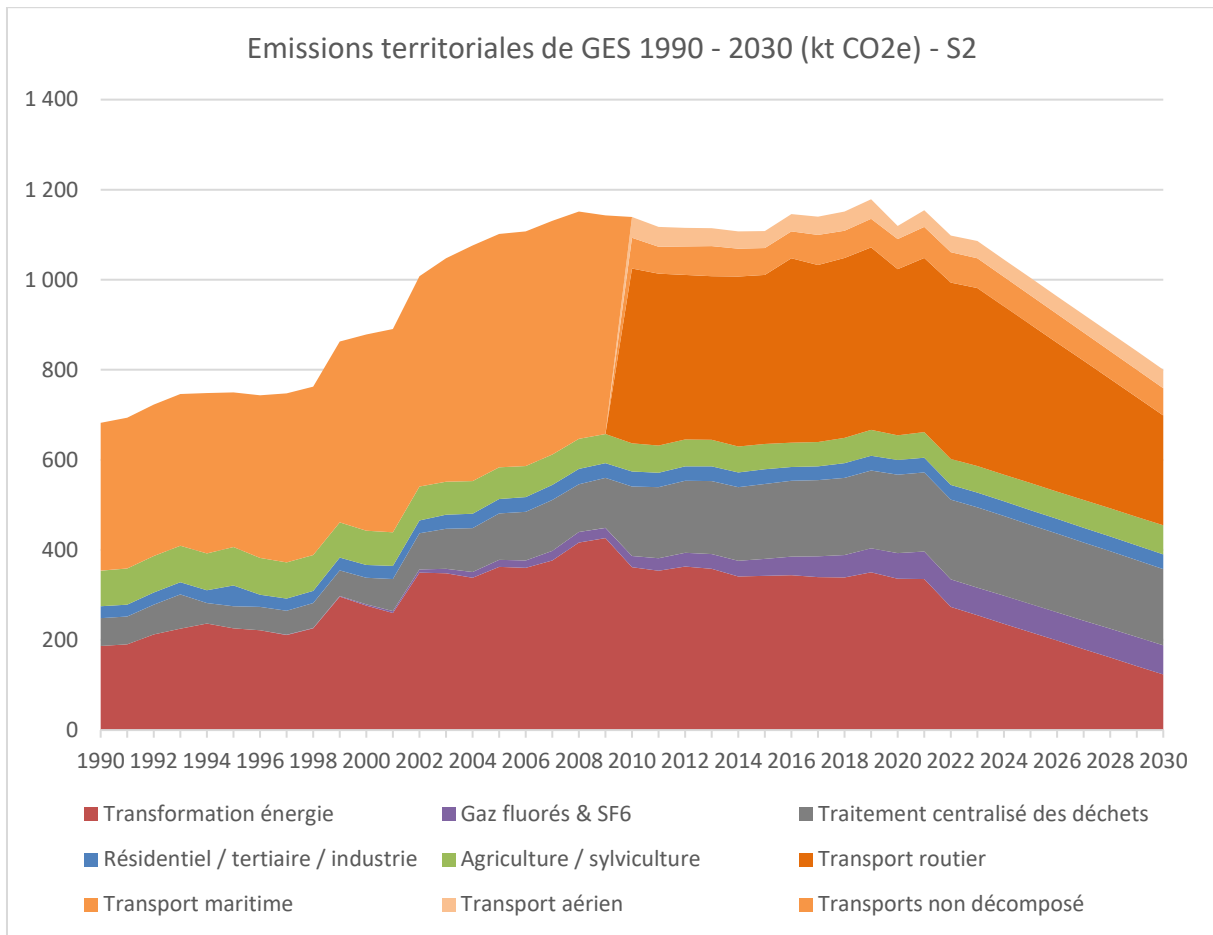


Figure 6 : Évolution des émissions territoriales de GES – scénario 2

A l'échéance 2030, les émissions territoriales seraient encore principalement concentrées sur le transport routier de personnes et de marchandise comme l'illustre le graphique suivant :

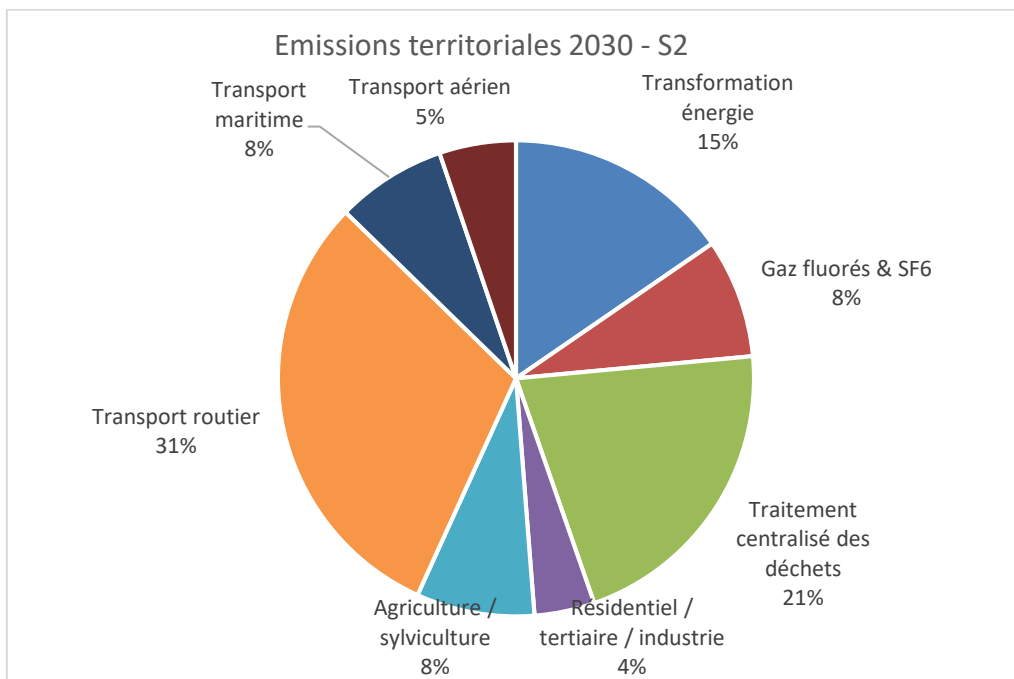


Figure 7 : Répartition des émissions territoriales en 2030 – Scénario 2

---

## Alimentation/Agriculture

---

En complément de ces actions qui permettent de limiter directement les émissions territoriales de GES, l'évolution des choix de consommation permettent de réduire de 10% l'impact de la viande importée et de 10% celles des autres aliments (mais une augmentation de 10% des émissions de l'agriculture locale).



---

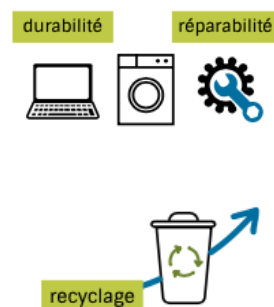
## Consommation/Déchets

---

L'évolution des comportements de consommation et le développement de l'économie circulaire locale permettent d'accentuer la diminution des importations d'autres biens de 20%.

La baisse des tonnages importés en combustibles (par le développement du mix électrique et la baisse des besoins de déplacement), en alimentation et en autres biens, conjugués à un gain d'efficacité du fret maritime mondial (5%) permettent ainsi de réduire de 32% l'impact total du fret entrant en Polynésie française.

Les actions menées par ailleurs permettent de limiter la hausse des émissions liées aux fluides frigorigènes à 5% et réduisent l'impact des déchets (-5%).



---

## Tourisme international des polynésiens

---

Les progrès en matière d'efficacité énergétique des vols continuent et des changements d'habitudes avec notamment des départs en vacances plus proches permettent de diminuer de 20% l'impact carbone des déplacements aériens internationaux des polynésiens.



A l'échéance 2030, l'empreinte carbone serait principalement concentrée sur l'alimentation et la consommation de biens comme l'illustre le graphique suivant :

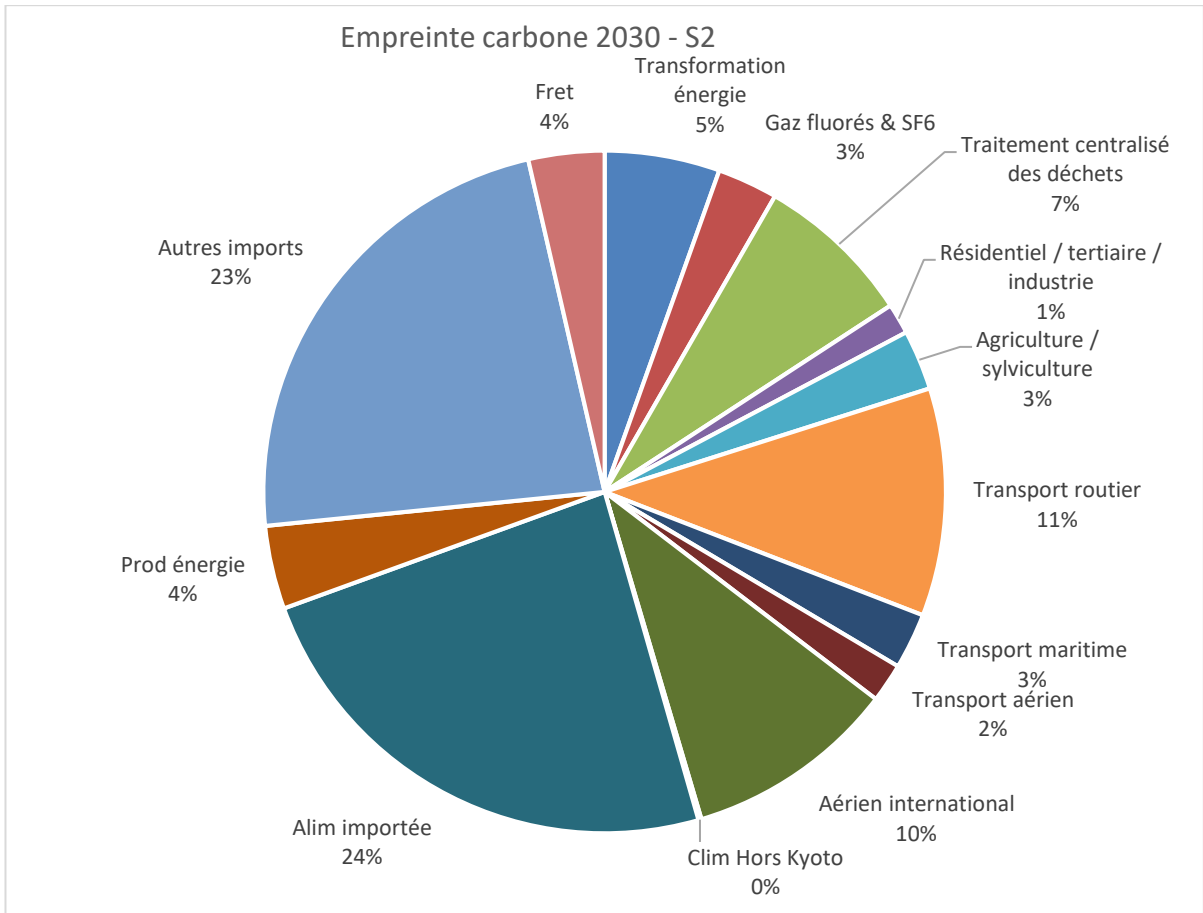
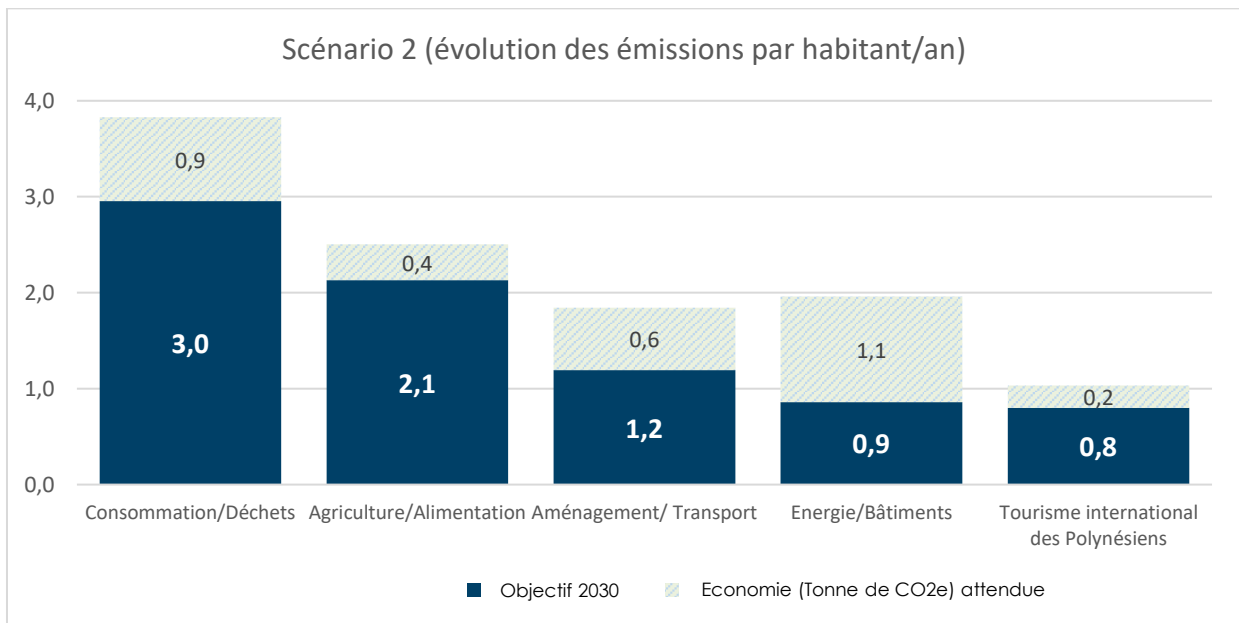


Figure 8 : Répartition de l'empreinte carbone en 2030 – Scénario 2

L'empreinte carbone pourrait ainsi diminuer de 29% pour atteindre 8 tonnes CO<sub>2</sub>e/hab/an et l'effort à fournir par grande thématique serait la suivante :



Les évolutions dessinées par ce second scénario, avec des ambitions climatiques limitées permettent ainsi une atténuation non négligeable mais elles restent insuffisantes pour répondre aux enjeux des Accords de Paris.

## Scénario 3 : transition très forte

**Le scénario 3 accentue très largement les efforts sur la mobilité locale, la consommation et la production énergétique locale.**

---

### Energie/Bâtiment

---

Les actions fortes de sensibilisation et les comportements des consommateurs (individuels et professionnels) réduisent les besoins énergétiques de 10% et le très fort développement des énergies renouvelables permettent de couvrir 89% des besoins en énergie renouvelable locale (développement maîtrisé de l'électromobilité qui représente 10% des véhicules légers). Une campagne d'incitation à l'isolation thermique du bâti existant permet de diminuer de 10% la consommation électrique des secteurs résidentiel, tertiaire et industriel.



---

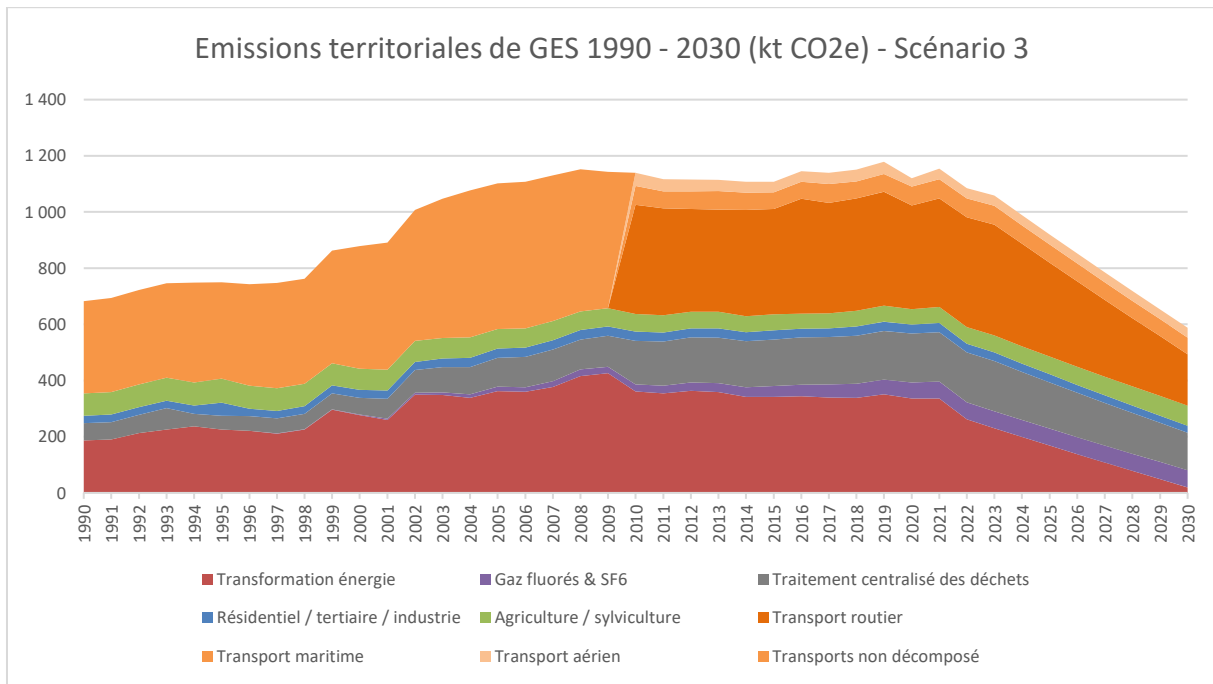
### Mobilité/Aménagement

---

La réduction massive des besoins de mobilité (34% de baisse d'ici 2030) s'appuie notamment sur une mixité fonctionnelle accélérée sur les territoires (-15%), le développement des offres de coworking/télétravail (30% des salariés, 2 jours par semaine), un taux d'emploi avec la semaine de travail de 4 jours très fort (70%). Le report modal se fait, lui aussi, vers les modes actifs (15%) par la diminution des distances liées à la mixité fonctionnelle et le développement rapide des infrastructures. Mais également vers les transports en commun (20%) par des aménagements en site propre et d'intermodalité. Le développement maîtrisé de l'électromobilité (10%) permet de réduire légèrement l'impact des déplacements. Les gains d'efficacité des véhicules thermique légers (25%) sont à la fois liés aux progrès technologiques des constructeurs et des choix des automobilistes de véhicules plus adaptés à leurs besoins. Les gains d'efficacité sur les poids lourds sont plus limités (5%) et ils se conjuguent à une réduction des distances à parcourir et l'optimisation du transport de marchandise (20%) pour réduire le fret routier.

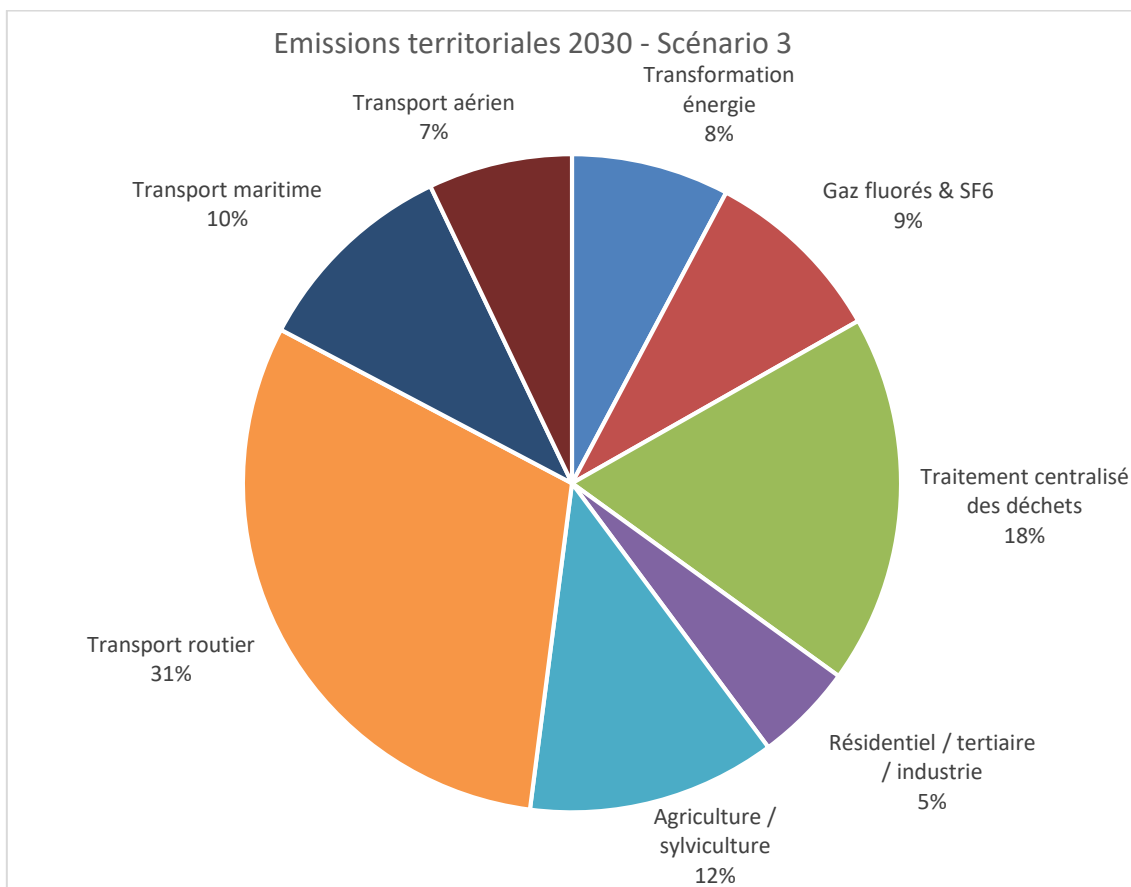


Le transport maritime locaux diminuent légèrement (-5%) tandis qu'une légère amélioration de l'efficacité du maritime (5%) permet de réduire légèrement l'impact du secteur. Le transport aérien local augmente légèrement (+10%) afin de compenser en partie la diminution des voyages internationaux des polynésiens. Les émissions territoriales de gaz à effet de serre pourraient ainsi diminuer de 50% comme illustré dans le graphique suivant :



*Figure 9 : Évolution des émissions territoriales de GES – scénario 3*

A l'échéance 2030 et malgré les efforts conséquents pour les limiter, les émissions territoriales seraient encore principalement concentrées sur le transport routier de personnes et de marchandise et les déchets comme l'illustre le graphique suivant :



*Figure 10 : Répartition des émissions territoriales en 2030 – Scénario 3*

---

## Alimentation/Agriculture

---

En complément de ces actions qui permettent de limiter directement les émissions territoriales de GES, les changements profonds de choix de consommation permettent de réduire de 20% l'impact des importations de viande et de 15% celles des autres aliments (mais une augmentation de 20% des émissions de l'agriculture locale).



---

## Consommation/Déchets

---

L'évolution des comportements de consommation et le développement de l'économie circulaire locale permettent d'accentuer la diminution des importations d'autres biens de 25%.

La baisse des tonnages importés en combustibles (par le développement du mix électrique et la baisse des besoins de déplacement), en alimentation et en autres biens, conjugués à un gain d'efficacité du fret maritime mondial (5%) permettent ainsi de réduire de 42% l'impact total du fret entrant.



Les actions menées sur les fluides frigorigènes (réglementation, traitement en fin de vie) permettent de diminuer de 10% leurs émissions de GES. Une politique très ambitieuse de réduction à la source des déchets (comportements de consommation, économie circulaire) couplée à une réorganisation de la valorisation (taux de captage, valorisation matière des déchets organiques) permet de réduire l'impact global des déchets de 40%.



---

## Tourisme international des polynésiens

---

Les progrès en matière d'efficacité énergétique des vols continuent et des changements d'habitudes fort avec notamment des départs en vacances plus proches permettent de diminuer de 30% l'impact carbone des déplacements aériens internationaux des polynésiens.



A l'échéance 2030, l'empreinte carbone serait principalement concentrée sur l'alimentation (26%) et la consommation d'autres produits importés (26%) comme l'illustre le graphique suivant :

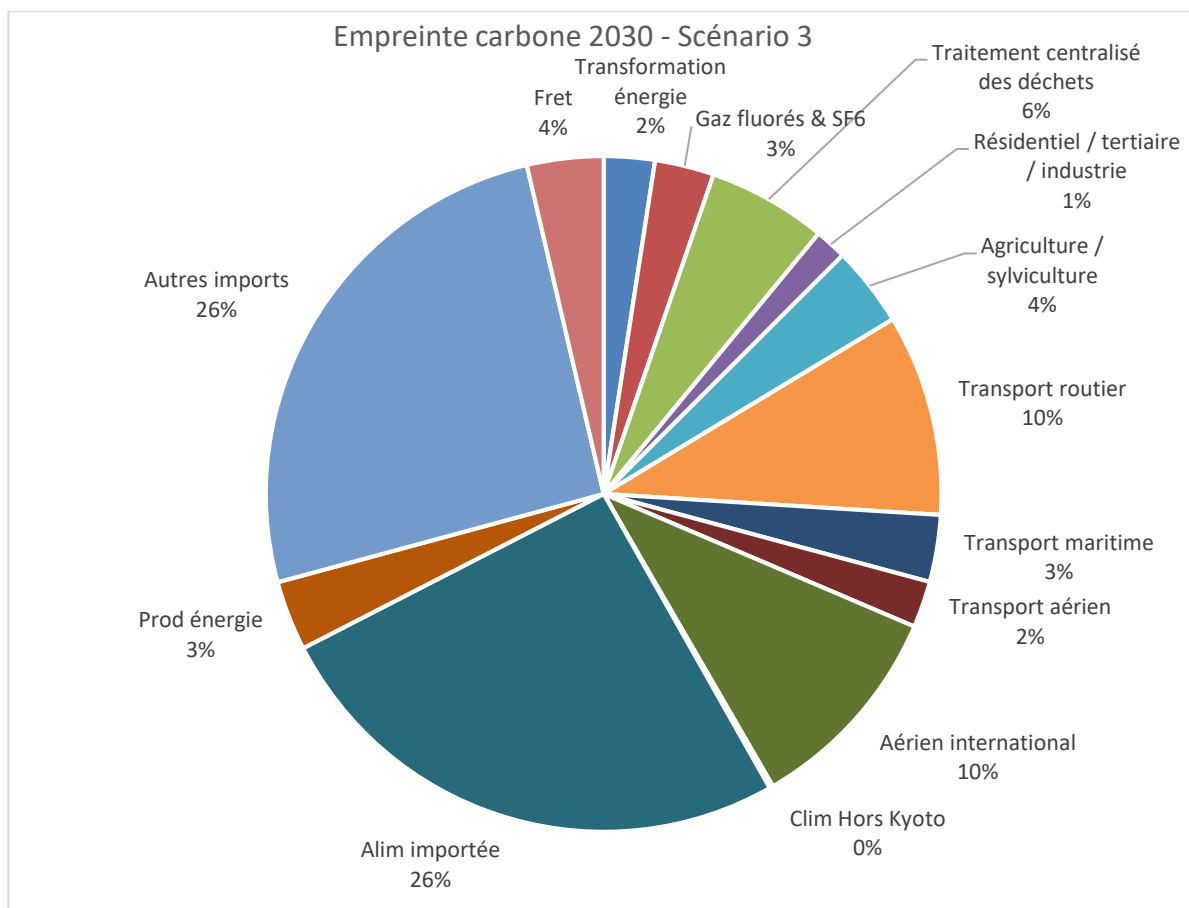
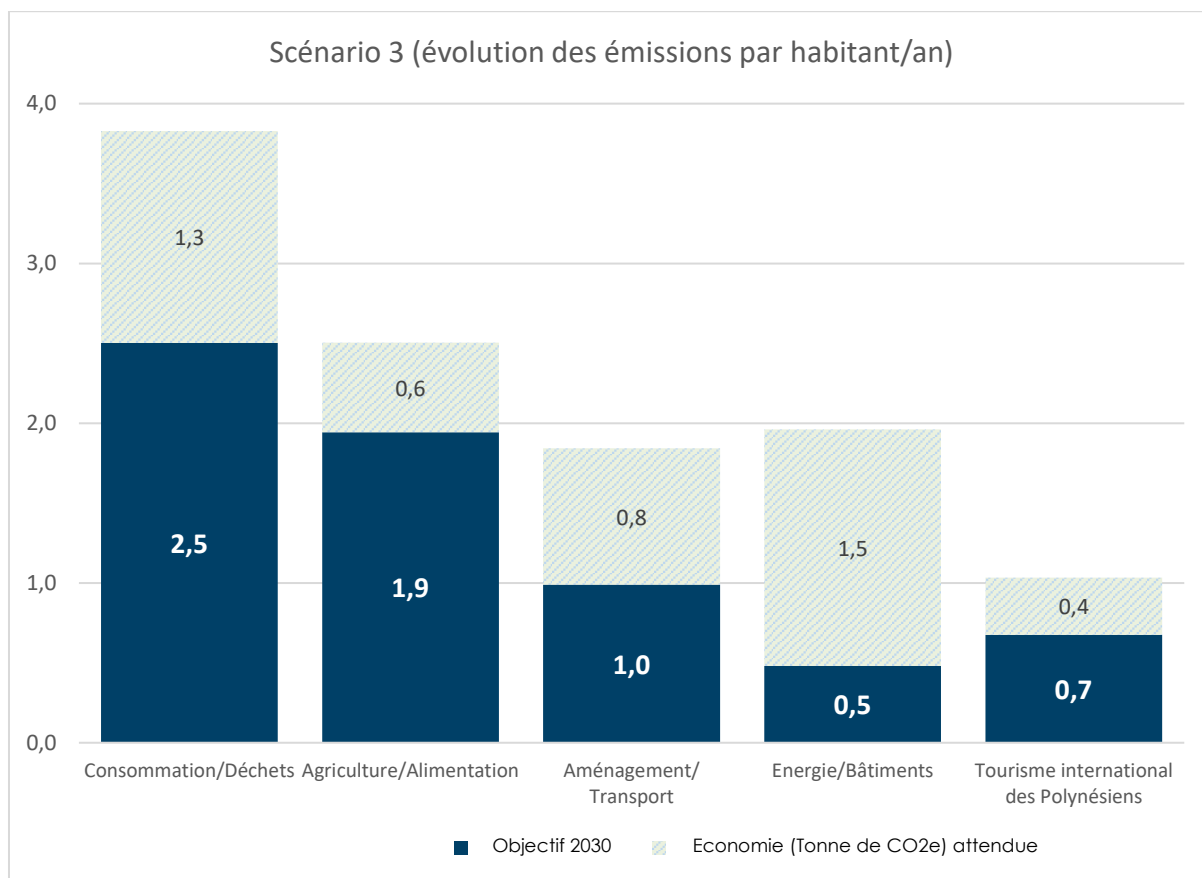


Figure 11 : Répartition de l'empreinte carbone en 2030 – Scénario 3

L'empreinte carbone pourrait ainsi diminuer de 41% pour atteindre 6,6 t CO<sub>2</sub>e/hab/an et l'effort à fournir par grande thématique serait la suivante :



Ainsi, les efforts conséquents pour réduire les émissions territoriales permettent d'atteindre les objectifs d'une CDN compatible avec les Accords de Paris. Mais l'évolution de l'empreinte carbone reste insuffisante pour répondre aux enjeux planétaires.



## Scénario 4A : Virage sociétal avec un effort particulier sur les déplacements et l'alimentation

Comme on l'a vu avec les scénarios précédents, **il est impossible d'atteindre les objectifs des Accords de Paris sans atténuation conséquente sur les émissions importées**, en particulier la consommation de produits importés, dont l'alimentation et les déplacements internationaux. Pour y arriver, c'est une question de choix des consommateurs (citoyens et plus généralement tous les acteurs du territoire) qui passe notamment par une prise de conscience de ces impacts mais également d'autres outils tels que des politiques publiques (du Pays et des Communes notamment) et l'engagement des acteurs économiques du territoire pour développer notamment une économie locale et circulaire. Conjugués, l'ambition de ces efforts permet non seulement de réduire l'empreinte carbone mais également de réduire les dépenses des consommateurs (et la vulnérabilité face aux coûts des produits importés), de diversifier l'économie du territoire (et donc, là encore, la vulnérabilité face aux crises) et de développer la santé et le mieux vivre au Fenua.

---

### Energie/Consommation

---

Les actions fortes de sensibilisation et les comportements des consommateurs (individuels et professionnels) réduisent les besoins électriques de 20% et le développement très fort des énergies renouvelables permet de couvrir 93% des besoins en énergie renouvelable locale (malgré la demande accrue par le développement très fort de l'électromobilité qui représente 25% des véhicules légers).



---

### Mobilité/Aménagement

---

Le scénario 4A implique une réduction conséquente des besoins de mobilité (25% de baisse d'ici 2030) qui s'appuie sur une mixité fonctionnelle accélérée sur les territoires (-15%), le développement des offres de coworking/télétravail (15% des salariés, 2 jours par semaine), la semaine de travail de 4 jours (25%). Le report modal se fait vers les modes actifs (15%) par la diminution des distances liées à la mixité fonctionnelle et le développement rapide des infrastructures. Mais également vers les transports en commun (20%) par des aménagements en site propre et d'intermodalité. Un développement accéléré de l'électromobilité (25%) permet de réduire l'impact des déplacements. Les gains d'efficacité des véhicules thermique léger (25%) sont à la fois liés aux progrès technologiques des constructeurs et des choix des automobilistes de véhicules plus légers. Les gains d'efficacité sur les poids lourds sont plus limités (5%) et ils se conjuguent à une réduction des distances à parcourir et l'optimisation du transport de marchandise (-20%) équivalent au scénario 3 pour réduire le fret routier. L'impact carbone du transport maritime local diminue (-10%) compte tenu de la baisse, importante là aussi, des produits importés au Fenua (voir infra). L'impact du transport aérien local augmente fortement (+25%) afin de compenser en partie la diminution des voyages internationaux des polynésiens.



Les émissions territoriales de gaz à effet de serre pourraient ainsi diminuer de 50% comme illustré dans le graphique suivant :

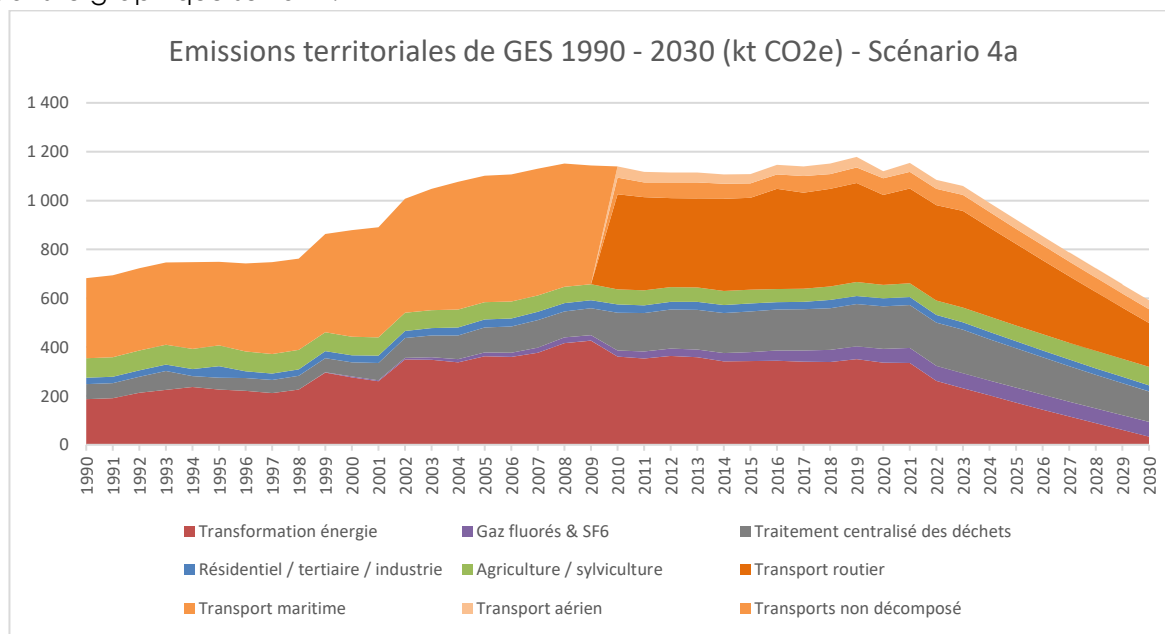


Figure 12 : Évolution des émissions territoriales de GES – scénario 4a

A l'échéance 2030, les émissions territoriales seraient encore principalement concentrées sur le transport routier de personnes et de marchandise (30%) et les déchets (21%) comme l'illustre le graphique suivant :

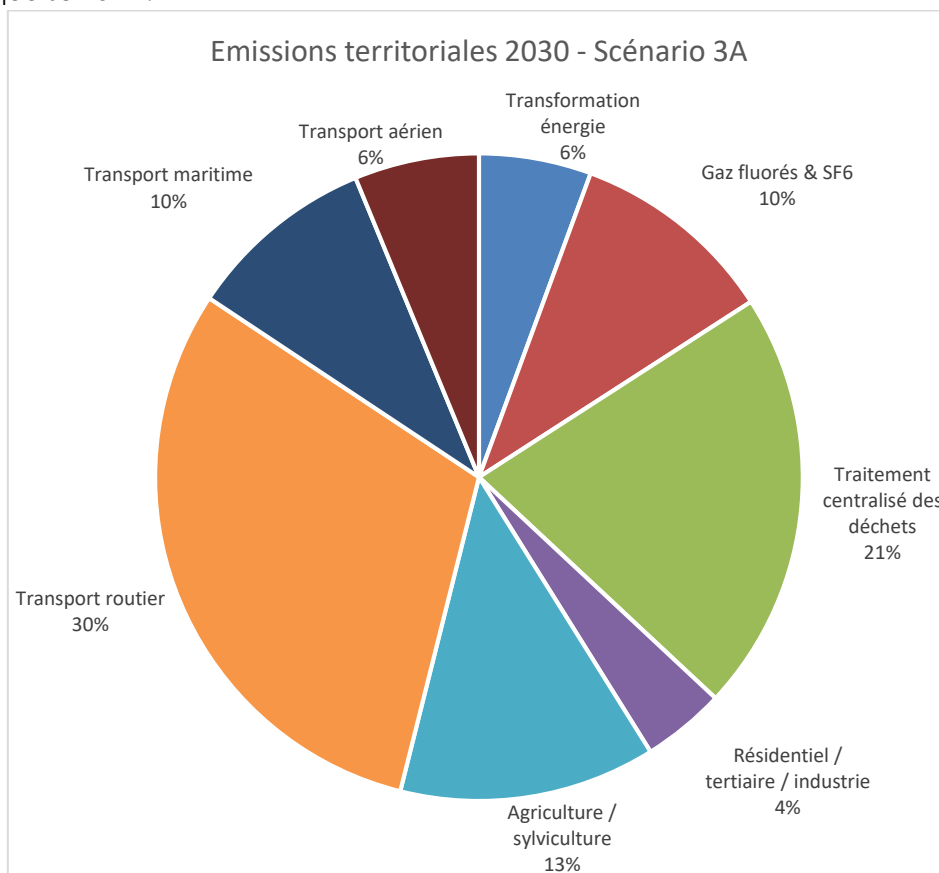


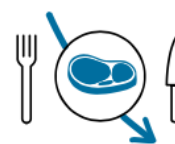
Figure 13 : Répartition des émissions territoriales en 2030 – Scénario 4A

---

## Alimentation/Agriculture

---

De même, les comportements alimentaires sont largement bouleversés avec une réduction très forte de la consommation de viande (impact de -50%<sup>2</sup>) alors que les autres importations alimentaires ne baissent que de 20%.



---

## Consommation/Déchets

---

L'évolution des comportements de consommation et le développement de l'économie circulaire locale, similaires au scénario 3 permettent d'accentuer la diminution des importations d'autres biens de 25%. La baisse des tonnages importés, conjugués à un gain d'efficacité du fret maritime mondial (5%) permettent ainsi de réduire de 48% l'impact total du fret entrant en Polynésie française.

Les actions menées sur les fluides frigorigènes (réglementation, traitement en fin de vie), équivalentes au scénario 3, permettent de diminuer de 10% leurs émissions de GES. La politique ambitieuse de réduction à la source des déchets (comportements de consommation, économie circulaire) couplée à une réorganisation de la valorisation (taux de captage, valorisation matière des déchets organiques) permet de réduire l'impact des déchets de 30%.



---

## Tourisme international des polynésiens

---

Les progrès en matière d'efficacité énergétique des vols continuent mais c'est surtout des changements d'habitudes majeurs (voyage plus rare et/ou moins loin) qui permettent de diminuer de 70% l'impact carbone des déplacements aériens internationaux des polynésiens.



A l'échéance 2030, l'empreinte carbone serait principalement concentrée sur les produits importés (30%) comme l'illustre le graphique suivant :

---

<sup>2</sup> Notons qu'une telle ambition ne nécessite pas forcément une réduction de 50% de la consommation de viande (ce qui amènerait la consommation moyenne à 95 kg de viande/poisson par habitant et par an, soit un niveau équivalent à celui du Japon et supérieur à celui de la Nouvelle Calédonie par exemple). La substitution d'une partie de la viande la plus impactante pour le climat (viande ovine et bovine en particulier) par de la viande moins émettrice de GES (de la volaille dont l'impact est 6 fois plus faible que du bœuf par exemple, du porc à l'impact 21 fois plus faible). Ainsi, la seule substitution de la viande bovine actuellement importée au Fenua par la même quantité de viande porcine suffirait à réduire l'impact carbone de la consommation de viande de 50%.

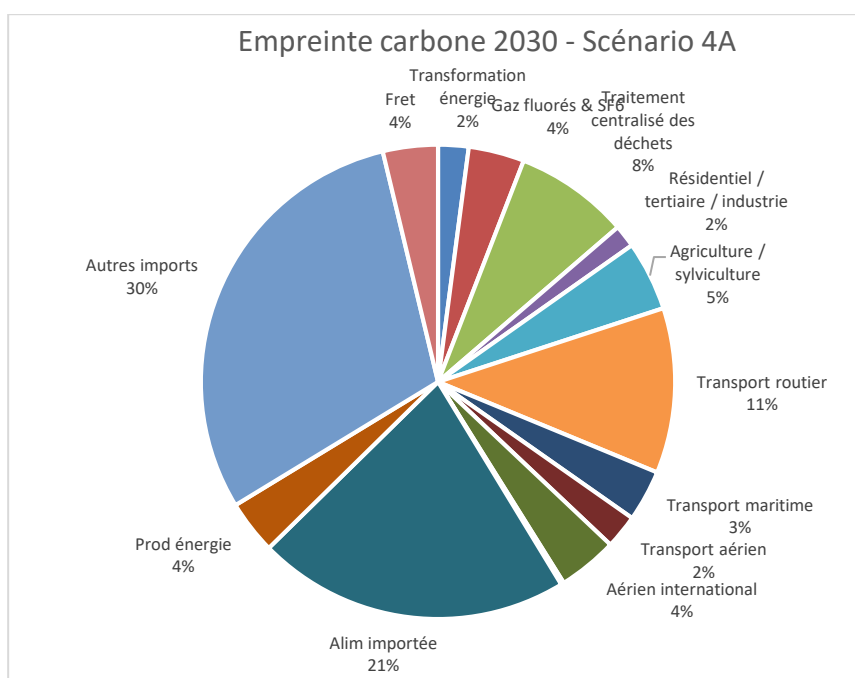
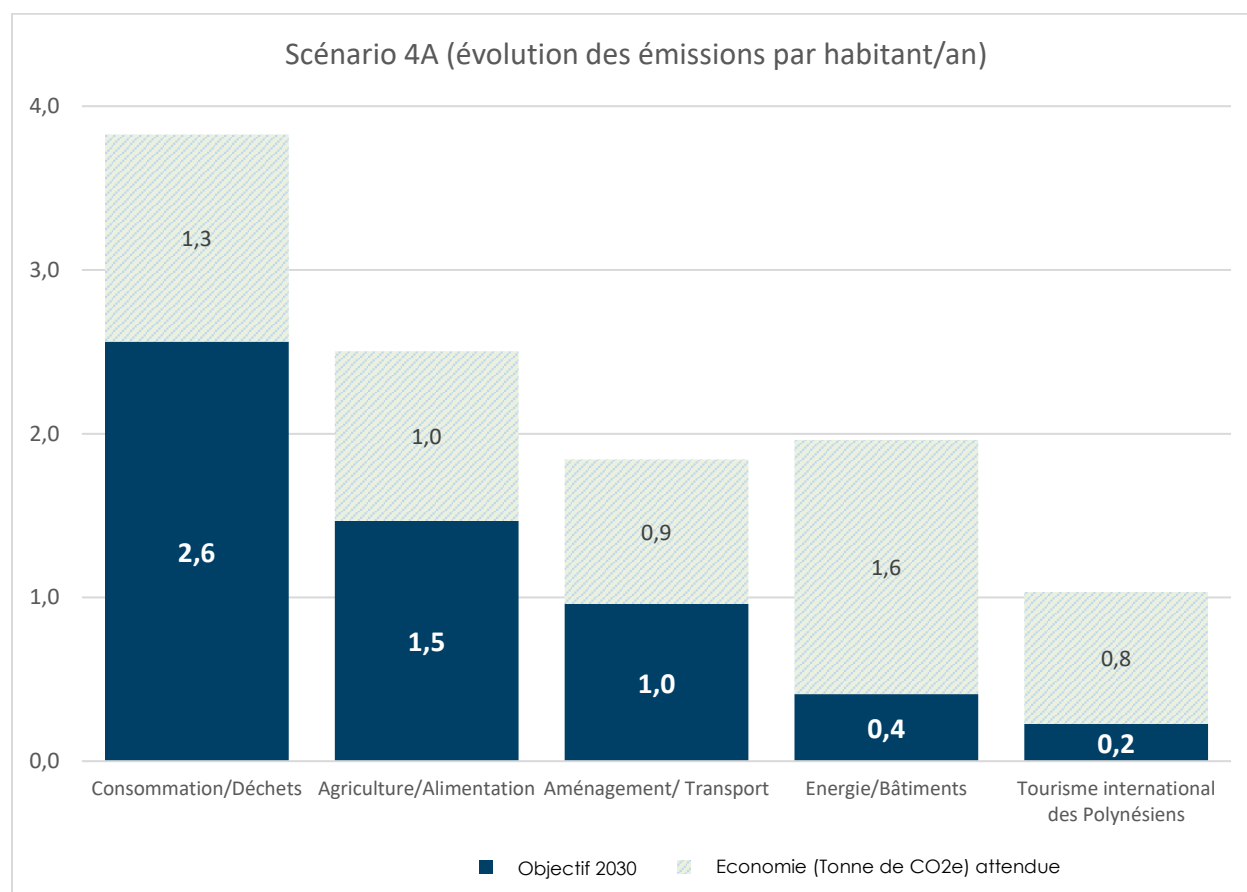


Figure 14 : Répartition de l'empreinte carbone en 2030 – Scénario 4A

Ainsi, les efforts conséquents pour réduire les émissions territoriales permettent d'être totalement comptables avec les Accords de Paris, que ce soit en termes d'atténuation locale ou de réduction de l'empreinte carbone.

L'empreinte carbone pourrait ainsi diminuer de 50% pour atteindre environ 5,6 t CO<sub>2</sub>e/hab/an et l'effort à fournir par grande thématique serait la suivante :



## Scénario 4B : Virage sociétal avec un effort particulier sur la consommation

On l'a vu, la compatibilité avec les Accords de Paris nécessite dans tous les cas des évolutions profondes. Mais les chemins pour y parvenir sont multiples. Ainsi, alors que le scénario 4A appuyait les efforts sur la mobilité au Fenua, le transport aérien international et la consommation de viande, il est également possible d'atteindre le facteur 2 de réduction des émissions territoriales et de l'empreinte carbone avec des objectifs plus différenciés.

---

### Energie/Bâtiment

---

Les actions fortes de sensibilisation et les comportements des consommateurs (individuels et professionnels), similaires au scénario 4A, réduisent les besoins énergétiques de 20% et le développement des énergies renouvelables conforme à la PPE permet de couvrir la quasi-totalité des besoins en énergie renouvelable locale (malgré la demande accrue par le développement conséquent de l'électromobilité qui représente 15% des véhicules légers).



---

### Mobilité/Aménagement

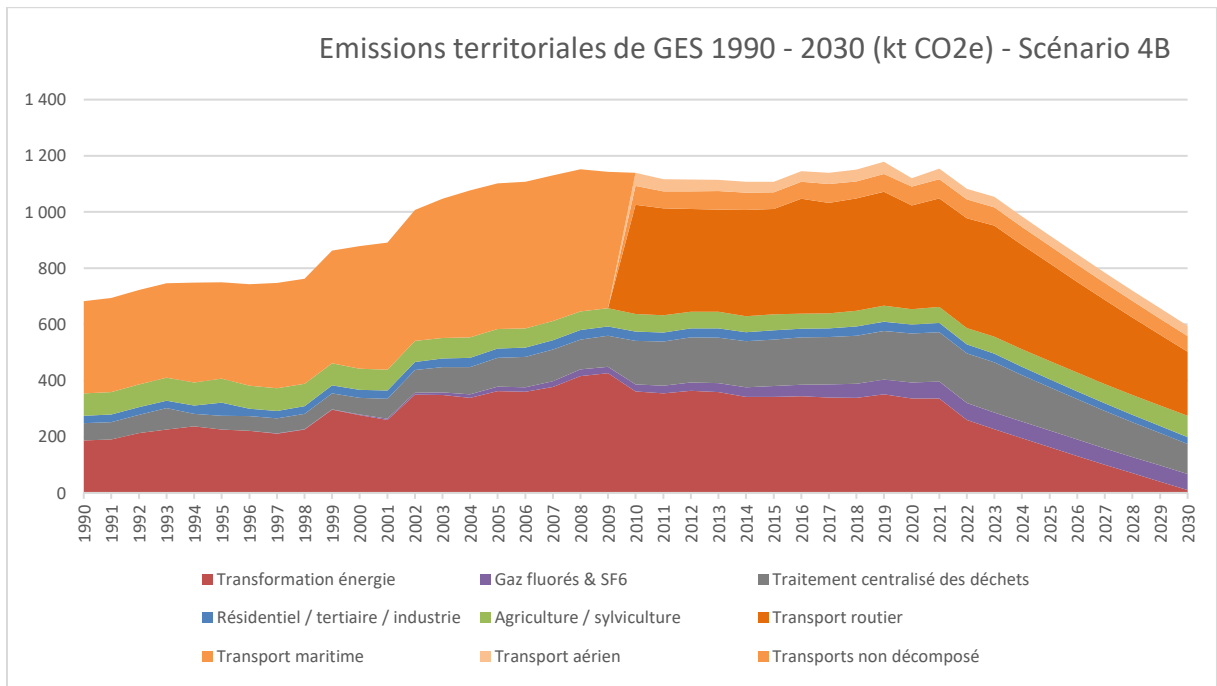
---

Le scénario 4B revient à des objectifs plus limités (mais très ambitieux quand même) sur la mobilité locale. La réduction des besoins de mobilité (19% de baisse d'ici 2030) s'appuie sur une mixité fonctionnelle accélérée sur les territoires (-10%), le développement des offres de coworking/télétravail (15% des salariés, 2 jours par semaine), la semaine de travail de 4 jours (15%). Le report modal se fait vers les modes actifs (12%) par la diminution des distances liées à la mixité fonctionnelle et le développement des infrastructures et vers les transports en commun (15%). Le développement de l'électromobilité peut rester contenu (15%). Les gains d'efficacité des véhicules thermique légers (25%) sont à la fois liés aux progrès technologiques des constructeurs et des choix des automobilistes de véhicules plus adaptés à leurs besoins. Les gains d'efficacité sur les poids lourds sont plus limités (5%) et ils se conjuguent à une réduction des distances à parcourir et l'optimisation du transport de marchandise (10%) équivalent au scénario 2 pour réduire le fret routier.



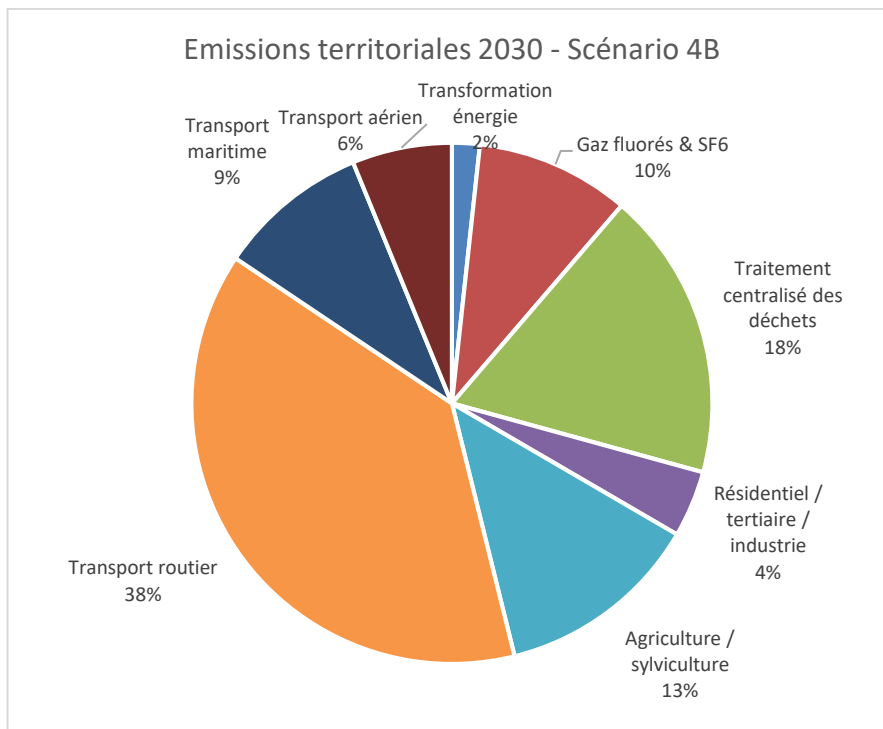
Le transport maritime local diminue (-10%) compte tenu de la baisse, importante là aussi, des produits importés au Fenua. Le transport aérien local augmente fortement (+20%) afin de compenser en partie la diminution des voyages internationaux des polynésiens.

Les émissions territoriales de gaz à effet de serre pourraient ainsi diminuer de 50% comme illustré dans le graphique suivant :



*Figure 15 : Évolution des émissions territoriales de GES – scénario 4B*

A l'échéance 2030, les émissions territoriales seraient encore principalement concentrées sur le transport routier de personnes et de marchandise comme l'illustre le graphique suivant :



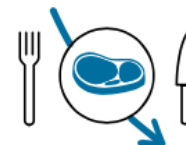
*Figure 16 : Répartition des émissions territoriales en 2030 – Scénario 4B*

---

## Alimentation/Agriculture

---

Les comportements alimentaires changent significativement avec une réduction très forte de la consommation de viande (-40%) alors que les autres importations alimentaires ne baissent que de 20%.



---

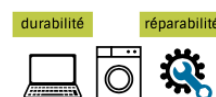
## Consommation/Déchets

---

C'est par contre sur l'évolution des comportements de consommation et le développement de l'économie circulaire locale qui permet de réduire les importations d'autres biens de 40% par une consommation raisonnée et le développement fort de tous les piliers de l'économie circulaire (achat responsable, durée de vie, économie de la fonctionnalité, réemploi/réparation) que se jouent une partie significative de la réduction de l'empreinte carbone tout en développant significativement une économie locale résiliente.

La baisse des tonnages importés, conjugués à un gain d'efficacité du fret maritime mondial (5%) permettent ainsi de réduire de 50% l'impact total du fret entrant en Polynésie française.

Les actions fortes menées sur les fluides frigorigènes (réglementation et traitement en fin de vie rapide) permettent de réduire de 5% leurs émissions de GES. La politique très ambitieuse de réduction à la source des déchets (comportements de consommation, économie circulaire) couplée à une réorganisation de la valorisation (taux de captage notamment), en particulier des déchets organiques, permet de réduire l'impact des déchets de 40%.



---

## Tourisme international des polynésiens

---

Les progrès en matière d'efficacité énergétique des vols continuent mais c'est surtout des changements d'habitudes majeurs qui permettent de diminuer de 50% l'impact carbone des déplacements aériens internationaux des polynésiens (plus contenu que dans le scénario 4A).



A l'échéance 2030 et malgré la baisse très significative sur ces impacts, l'empreinte carbone resterait principalement concentrée sur l'alimentation et les produits importés comme l'illustre le graphique suivant :

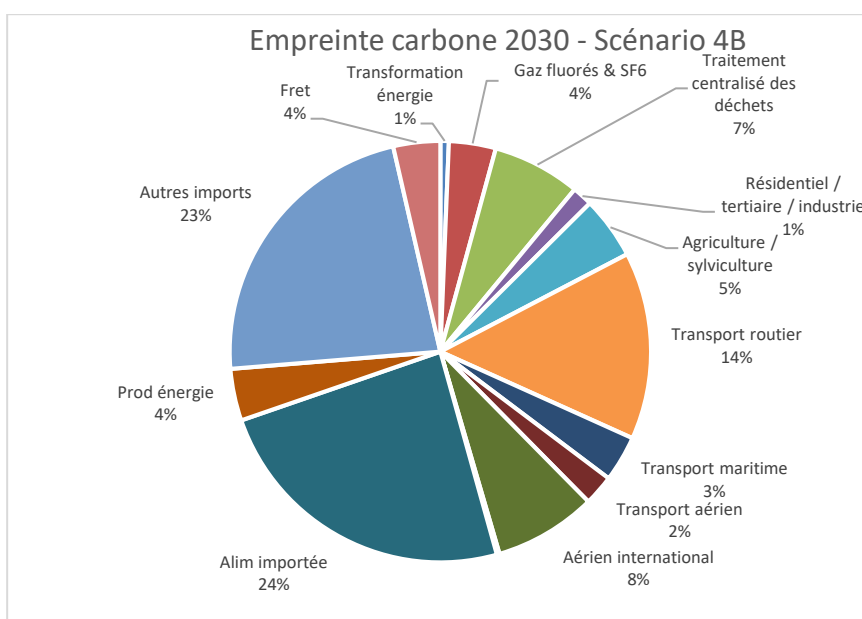
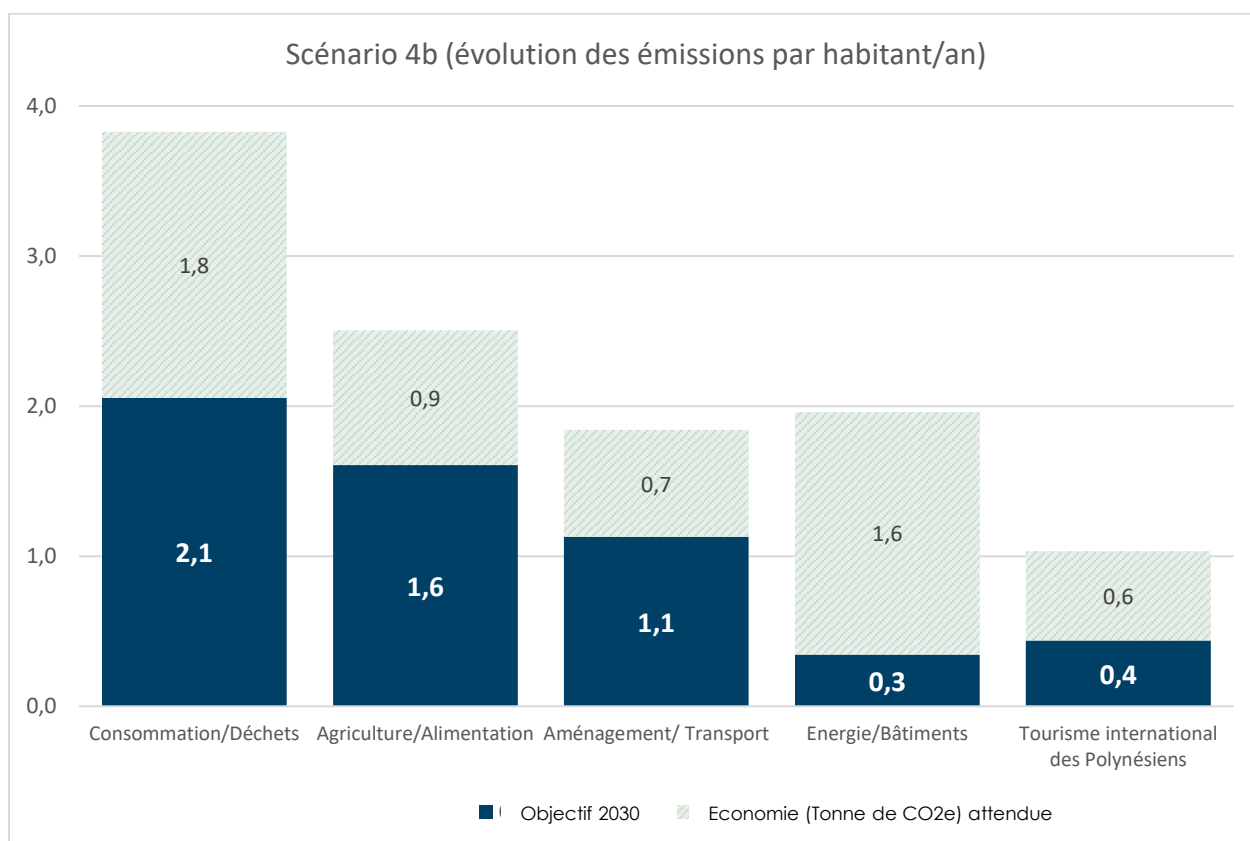


Figure 17 : Répartition de l'empreinte carbone en 2030 – Scénario 4B

L'empreinte carbone pourrait ainsi diminuer de 50% pour atteindre 5,6t CO<sub>2</sub>e/hab/an et l'effort à fournir par grande thématique serait la suivante :



Ainsi, les efforts conséquents pour réduire les émissions territoriales permettent d'être totalement comptables avec les Accords de Paris, que ce soit en termes d'atténuation locale ou de réduction de l'empreinte carbone. Les actions d'adaptation au changement climatique, non chiffrables, doivent, eux aussi répondre à ces ambitions pour aboutir à un territoire véritablement sobre et résilient.



# Synthèse des scénarios d'atténuation à l'horizon 2030, avec leurs principales hypothèses et résultats

Les projections et différents scénarios **d'atténuation**, résumés dans le tableau ci-dessous, doivent guider le choix des décideurs quant à la déclinaison de la stratégie à retenir à horizon 2030. Parmi ces cinq scénarios, **un seul devra être retenu dans le plan d'actions du PCPF**. Quel que soit la trajectoire globale retenue, il sera nécessaire de la décliner dans un plan d'actions qui précisera les orientations et objectifs de manière opérationnelle dans tous les secteurs d'activité et de veiller ensuite à un suivi régulier.

	DESCRIPTION	OBJECTIFS CARBONE EN 2030	OBJECTIFS STRUCTURANTS PAR SECTEURS THEMATIQUES					AVANTAGES / OPPORTUNITÉS	POINTS DE VIGILANCE
			Consommation / Déchets	Agriculture / Alimentation	Aménagement / Transport	Énergies / Bâtiments	Tourisme des polynésiens		
<b>S.1</b> Trajectoire attendue	<p>Politique climatique insuffisante avec des efforts qui reposent principalement sur le secteur de la production d'électricité avec le développement des énergies renouvelables.</p> <p>L'absence d'objectifs chiffrés dans les autres domaines ne permet pas d'envisager une baisse significative des émissions de GES malgré la prise de conscience d'une nécessité d'intégrer l'enjeu climat par l'ensemble des parties prenantes.</p>	<p>Émissions locales de GES : -11%</p> <p>Empreinte carbone : -13%</p> <p><b>9,7 tonnes CO2e/hab/an</b></p>	<p>Émissions carbone des marchandises importées (hors alimentaire) -10%</p> <p>Impact carbone des déchets +5%</p>	<p>Stagnation de l'impact carbone de l'alimentation importée -</p> <p>Production agricole locale +35%</p>	<p>Besoin de mobilité terrestre +5%</p> <p>Part modale des transports en commun / vélo / marche 6%</p>	<p>Énergie renouvelable dans le mix électrique 60%</p> <p>Consommation d'énergie +5%</p>	<p>Impact carbone du transport aérien local +10%</p> <p>Impact carbone du transport aérien international -10%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investissement publics et privés en faveur du climat relativement faible</li> <li>L'inaction climatique va potentiellement coûter plus cher à moyen terme</li> <li>Anticipation faible face au risque climatique / énergétique</li> <li>Absence de co-bénéfices significatifs pour la population</li> <li>Absence de cohérence entre les politiques publiques</li> </ul>	
<b>S.2</b> Transition forte	<p>Des changements de modes de production et de consommation de l'ensemble de la population mais très insuffisants pour répondre aux enjeux climatiques.</p> <p>Le fort développement des énergies renouvelables EnR associé au déploiement d'un transport en commun en site propre (TCSP) et l'évolution des comportements de consommation permettent une atténuation notable des émissions de GES.</p>	<p>Émissions locales de GES : -32%</p> <p>Empreinte carbone : -29%</p> <p><b>8 tonnes CO2e/hab/an</b></p>	<p>Émissions carbone des marchandises importées (hors alimentaire) -20%</p> <p>Impact carbone des déchets -5%</p>	<p>Impact carbone de la consommation de viande -10%</p> <p>Production agricole locale +35%</p>	<p>Besoin de mobilité terrestre -10%</p> <p>Part modale des transports en commun / vélo / marche 20%</p>	<p>Énergie renouvelable dans le mix électrique 75%</p> <p>Stagnation de la consommation d'énergie -</p>	<p>Impact carbone du transport aérien local +5%</p> <p>Impact carbone du transport aérien international -20%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de dépendance énergétique amélioré (73%)</li> <li>Co-bénéfices modérés en termes de santé, de loisirs, d'amélioration du cadre de vie et de lien social</li> <li>Anticipation faible face au risque climatique / énergétique avec une dépendance encore importante aux hydrocarbures</li> <li>Investissements publics et privés en faveur du climat en légère augmentation (ex : TCSP, EnR et gestion des déchets notamment)</li> </ul>	
<b>S.3</b> Transition très forte	<p>Un engagement fort de toutes les parties prenantes et l'intégration renforcée des enjeux énergie/climat dans les politiques publiques mais insuffisants pour répondre au défi climatique.</p> <p>Les efforts sur l'aménagement, les activités économiques locales et la mobilité sont considérables.</p>	<p>Émissions locales de GES : -50%</p> <p>Empreinte carbone : -41%</p> <p><b>6,6 tonnes CO2e/hab/an</b></p>	<p>Émissions carbone des marchandises importées (hors alimentaire) -25%</p> <p>Impact carbone des déchets -40%</p>	<p>Impact carbone de la consommation de viande -20%</p> <p>Production agricole locale +35%</p>	<p>Besoin de mobilité terrestre -34%</p> <p>Part modale des transports en commun / vélo / marche 35%</p>	<p>Énergie renouvelable dans le mix électrique 89%</p> <p>Consommation d'énergie -10%</p>	<p>Impact carbone du transport aérien local +10%</p> <p>Impact carbone du transport aérien international -30%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Co-bénéfices en termes de santé et d'amélioration du cadre de vie</li> <li>Taux de dépendance énergétique fortement améliorée (65%)</li> <li>Diversification et plus grande robustesse du modèle économique local + création d'emplois attendue</li> <li>Modèle économique et social à revoir en profondeur</li> <li>Investissements publics et privés en faveur du climat augmentent</li> <li>Grande vigilance concernant l'acceptabilité sociale des mesures</li> <li>Scénario qui concentre l'effort sur certaines thématiques</li> </ul>	
<b>S.4A</b> Virage sociétal	<p>De nouvelles formes de modes de vie et d'organisation collective se développent en rupture avec les tendances actuelles.</p> <p>L'accent est mis sur la mobilité et l'alimentation afin de limiter un maximum l'impact carbone de ces secteurs. Les efforts engagés par tous réduisent la vulnérabilité énergétique et alimentaire et améliorent la santé et le mieux vivre au Fenua.</p>	<p>Émissions locales de GES : -50%</p> <p>Empreinte carbone : -50%</p> <p><b>5,5 tonnes CO2e/hab/an</b></p>	<p>Émissions carbone des marchandises importées (hors alimentaire) -25%</p> <p>Impact carbone des déchets -30%</p>	<p>Impact carbone de la consommation de viande -50%</p> <p>Production agricole locale +35%</p>	<p>Besoin de mobilité terrestre -23%</p> <p>Part modale des transports en commun / vélo / marche 32%</p>	<p>Énergie renouvelable dans le mix électrique 93%</p> <p>Consommation d'énergie -20%</p>	<p>Impact carbone du transport aérien local +25%</p> <p>Impact carbone du transport aérien international -70%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Co-bénéfices importants en termes de santé, de loisirs, d'amélioration du cadre de vie et de lien social</li> <li>Souveraineté alimentaire et énergétique renforcée (63%)</li> <li>Diversification du modèle économique local + création d'emplois attendue</li> <li>Rayonnement régional/international fort</li> <li>Modèle économique et social à revoir en profondeur</li> <li>Investissements publics et privés en faveur du climat augmentent</li> <li>Vigilance concernant l'acceptabilité sociale des mesures</li> <li>Scénario qui concentre l'effort sur certaines thématiques</li> </ul>	
<b>S.4B</b> Virage sociétal	<p>De nouvelles formes de modes de vie et d'organisation collective se développent en rupture avec les tendances actuelles.</p> <p>L'accent est mis sur le produire et consommer local afin de limiter un maximum l'impact carbone des importations. Les efforts sont diversifiés et équilibrés (en termes de thématiques et d'acteurs engagés) et améliorent la santé et le mieux vivre au Fenua.</p>	<p>Émissions locales de GES : -50%</p> <p>Empreinte carbone : -50%</p> <p><b>5,5 tonnes CO2e/hab/an</b></p>	<p>Émissions carbone des marchandises importées (hors alimentaire) -40%</p> <p>Impact carbone des déchets -40%</p>	<p>Impact carbone de la consommation de viande -40%</p> <p>Production agricole locale +35%</p>	<p>Besoin de mobilité terrestre -19%</p> <p>Part modale des transports en commun / vélo / marche 27%</p>	<p>Énergie renouvelable dans le mix électrique 97%</p> <p>Consommation d'énergie -20%</p>	<p>Impact carbone du transport aérien local +20%</p> <p>Impact carbone du transport aérien international -50%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Co-bénéfices importants en termes de santé, de loisirs, d'amélioration du cadre de vie et de lien social</li> <li>Souveraineté alimentaire et énergétique renforcée (64%)</li> <li>Diversification importante et plus grande robustesse du modèle économique local + création d'emplois attendue</li> <li>Rayonnement régional/international fort</li> <li>Modèle économique et social à revoir en profondeur</li> <li>Investissements publics et privés en faveur du climat augmentent</li> <li>Vigilance concernant l'acceptabilité sociale des mesures</li> </ul>	

---

## VOLET ADAPTATION

---

### Scénario « FenuAdapt' » : Mise en place d'une trajectoire d'adaptation

La Polynésie française est l'un des territoires les plus exposés aux effets du changement climatique, ce qui aura des répercussions sur la vie des populations, les activités économiques et la qualité de vie en général. Les impacts prévisibles du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, auront pour conséquence une augmentation de l'érosion côtière, des submersions marines et des cyclones tropicaux intenses. Il est donc crucial que la Polynésie française se prépare à ces changements et anticipe leurs conséquences.

C'est dans cette optique que doit être mise en place la **stratégie "FenuAdapt"** qui consiste à développer les conditions nécessaires pour **construire**, en concertation avec les différentes parties prenantes, **une trajectoire ambitieuse d'adaptation**. Cette trajectoire repose à la fois sur le renforcement des politiques publiques et la mise en œuvre d'actions concrètes, telles, par exemple, que l'adaptation et le contrôle des processus d'urbanisation, le travail sur la nature et la localisation du bâti et des infrastructures (pilier 1), l'accès équitable aux ressources et la mise en place de systèmes d'alerte (pilier 2) ou la co-définition d'un territoire futur désirable dans un contexte de changement climatique (pilier 5). Il s'agit aussi de poursuivre le développement des connaissances et leur appropriation dans un cadre dynamique.

L'objectif à horizon 2030 est donc de doter la Polynésie d'une trajectoire d'adaptation robuste, scientifiquement fondée, concrète, de long terme et trans-échelles. Pour y parvenir, quatre objectifs ont été définis :

- > appréhender le risque climatique actuel et futur à toutes les échelles de la Polynésie française ;
- > caractériser le niveau d'adaptation actuel ;
- > définir les "solutions d'adaptation" pour la Polynésie et leur(s) combinaison(s) sur le long terme ;
- > améliorer la flexibilité des politiques publiques de gestion du risque climatique.

Les principaux leviers d'action reposent sur quatre axes :

Le premier axe consiste en une **analyse plus systématique du risque climatique** (à travers l'orientation 2-1 notamment), au-delà des éléments de connaissance déjà disponibles et notamment résumés dans le diagnostic territorial au PCPF. Et cela, à diverses échelles, en considérant trois pas de temps : l'actuel, la moitié et la fin du siècle. Pour cela, des îles "représentatives" de la diversité polynésienne sont sélectionnées, comme deux îles urbaines/rurales de la Société, deux îles urbaines/rurales des Australes, deux îles urbaines/rurales des Tuamotu/Gambier et deux îles aux caractéristiques contrastées aux Marquises.



Le deuxième axe de FenuAdapt' vise à **dresser un état des lieux du niveau d'adaptation actuel** de la Polynésie française en prenant en compte six grandes dimensions : la connaissance des risques, la planification, la pertinence des actions mises en œuvre, les capacités institutionnelles, humaines et financières, la réduction effective du risque, et la mise en place d'une vision de long terme. Sur cette base, il est question d'identifier les forces et les faiblesses du territoire pour définir des priorités d'action qui structureront la trajectoire d'adaptation. Il s'agit également de définir des objectifs concrets d'adaptation sur le long terme, à atteindre au travers de la trajectoire d'adaptation.



Le troisième axe consiste à **passer des solutions à une "trajectoire" d'adaptation**. En effet, la stratégie du PCPF au travers de la grande majorité des orientations présentes, identifie déjà un certain nombre de solutions à mettre en œuvre. Mais le développement de la connaissance du risque climatique devra venir renforcer et systématiser l'adaptation sous forme de véritable trajectoire. Il s'agit d'analyser l'efficacité potentielle de diverses mesures visant la protection (lourde et par les écosystèmes), l'accommodation (Fare sur pilotis, abris anti-cycloniques, système d'alerte, etc.) et la relocalisation. Les combinaisons possibles de ces solutions dans le temps doivent être appréhendées, à l'interface science-décision-praticiens-populations, pour former une stratégie de long terme caractérisant la "trajectoire d'adaptation" de la Polynésie.



Le quatrième axe **visé enfin à rendre les politiques publiques plus flexibles** face au risque climatique, en particulier par une gouvernance partagée et dynamique (pilier 5) et des mesures telles que la révision de la réglementation et des normes, la planification territoriale (pilier 1), l'investissement public, l'accompagnement des acteurs économiques et sociaux dans la transition vers des modèles plus résilients (piliers 3 et 4), etc.



## Et après ?

L'ensemble du travail de co-construction mené jusqu'à présent a permis de faire émerger les orientations qui ont été synthétisées dans cette stratégie.

Une fois le niveau d'ambition de la stratégie climatique de la Polynésie française défini, il faudra décliner ces orientations en un plan d'actions opérationnel et planifié jusqu'en 2030 pour atteindre les objectifs fixés en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

C'est le travail qui sera mené, toujours en concertation avec l'ensemble des parties prenantes du territoire, d'ici à la fin de l'année 2023.



**PLAN CLIMAT**  
de la Polynésie française